

ALTERNATIVE

libertaire



AL 233 - NOVEMBRE 2000

**Vive
la croissance**

ÉDITO

Il faut que tout bouge
pour que rien ne change
Babar

RÉSEAUX DE PÉDOPHILIE

La populace et l'impensable
Réseau des Comités blancs

BELGIQUE / ÉLECTIONS COMMUNALES

Belgique... BelgiKKK- Jean-Marie Neyts

CHRONIQUE

Le fond de l'air effraie - Gun

L'ESSENTIEL

Fils de pub, nique ta vie !
Des inventeurs d'incroyances

LU DANS LA PRESSE

Illusion du politique
Jacob De Hulle - Jean Vogel

PASTICHE

Les 10 commandements de la Démocratie
Jean-Paul Depouhon

ÉDITIONS LIBERTAIRES

Mujeres Libres - Thyde Rosell

NOTE DE LECTURE

Lucio l'irréductible - David (FA Lyon)

11 NOVEMBRE

Femmes contre le harcèlement
29 rue Blanche

EN DÉBAT

Euthanasie et pouvoir médical
André Monjardet

POINT FINAL

Pour l'anarchie - Philippe Rahmy

ÉDITO

Il faut que tout bouge pour que rien ne change...

En route
vers de nouvelles aventures !

Depuis 25 ans qu'il existe, le journal *Alternative Libertaire* a publié 233 livraisons mensuelles, des suppléments (comme par exemple *Chômeur, pas chien!*), des dizaines d'affiches et de brochures, quelques livres, des centaines de milliers d'autocollants (1)...

Depuis 25 ans, il est passé par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel éditorial : assemblage de tracts dans sa période *activiste*, feuilles de liaison dans sa période *autonome*, blabla pseudo-théorique nettement chiant dans son tournant *anarchiste pur sucre*, fourre-tout n'importe quoi dans sa période *débattons pour débattre, de tout et avec n'importe qui...*

Tout cela pour arriver à ce que vous avez entre les mains : un équilibre fragile entre une ouverture aux initiatives anti-capitalistes de tous bords ; la nécessaire exploration de nouvelles perspectives dans sa partie *débats* ; et l'affirmation de son appartenance à un mouvement libertaire riche de sa diversité qui va de la *FA* à *Écologie Sociale*, de la *CNT* aux réseaux autonomes (*ACL, Longo Mai, Maloka, ACC, Cette Semaine, Centre Libertaire...*), d'*Alternative Libertaire France* au *Réseau No Pasaran* en passant par l'*OCL*...

Paradoxe, aujourd'hui, *Alternative Libertaire* est à la fois **au sommet** par rapport aux objectifs que nous nous étions fixés... et en **bout de piste**...

Au sommet, parce que tant du point de vue du contenu, de la fabrication, que de sa diffusion, nous ne pourrions pas aller vraiment beaucoup plus loin avec la formule actuelle... Vous n'avez jamais été aussi nombreux-ses à lire *AL* ! Merci.

En bout de piste, parce que plus d'une fois, ces dernières années, nous avons eu l'impression de re-dire ce que nous avons déjà dit, de re-faire ce que nous avons déjà fait.

Il nous faut donc nous donner de nouvelles perspectives, de nouvelles échéances pour re-dynamiser un projet que nous croyons toujours pertinent.

Un journal trans-national d'expression francophone parce qu'à l'heure de la construction du nouvel empire européen et de la globalisation capitaliste, la riposte ne peut plus se laisser enfermer dans le cadre étroit d'un État-nation, fût-il *la France*. Le pari étant de parvenir à réunir des textes qui touchent à l'**essentiel** de la critique et de la prospective. Des textes susceptibles de passionner et d'interpeller tout à la fois nos amis d'AUPEJ au Sénégal que les camarades suisses ou français... sans oublier ce mouvement libertaire qui se (re)structure, se (re)construit ces derniers années en Belgique francophone comme au Québec.

Un journal anarchiste qui refuse tout à la fois la langue de bois et le dogmatisme qui font parfois ressembler le courant libertaire à une secte qui collectionne les excommunications. Un journal ancré dans la vie et dans les préoccupations (non rencontrées par la presse traditionnelle) de lecteurs avides d'entendre un son de cloche dissident. Loin des donneurs de leçons, il s'agit de ne pas jeter, avec l'eau du bain, les expériences (heureuses ou malheureuses) tentées, avant nous, par celles et ceux qui avaient les mêmes aspirations en un monde enfin débarrassé de l'exploitation et de l'oppression.

Un journal de débats, qui sans verser dans le café du commerce ou les polémiques personnelles stériles, n'hésite pas à *déranger* ses lecteurs (de tous les bords) en remettant sur le métier de la discussion, jusque et y compris, les évidences "indiscutables" des uns et des autres. Un outil d'**expression libre** qui permet à chacun-e de nourrir sa réflexion propre et de faire lui/elle-même sa propre synthèse. À nous (... à vous) d'emporter l'adhésion par la clarté, la simplicité et l'évidence de nos, de vos arguments.

Pour réaliser cet ambitieux projet et poursuivre son chemin, *Alternative Libertaire* doit maintenant **muer**, comme un lézard qui, régulièrement, perd son ancienne peau pour pouvoir grandir et se développer.

Concrètement, dans quelques mois, *Alternative Libertaire* va changer de rythme de parution. Le journal mensuel deviendra une **revue trimestrielle**, nettement plus fournie, afin de mieux maîtriser le temps et de vous proposer une sélection de textes à la fois mieux réfléchi et dégagée des faux impératifs de l'"actualité" qu'on nous impose.

Pratiquement, pour ce qui concerne les abonnements, rien ne change, ou si peu. En lieu et place d'un abonnement à 800 fb, 200 ff pour 10 numéros, nous vous proposerons 5 livraisons de la revue pour le même tarif. L'imprimerie qui assure la base matérielle indispensable à la réalisation du journal, déménagera juste avant l'été 2001 vers les cieux plus cléments de la Charente Maritime. Cela ne changera rien quand aux services rendus aux abonnée-e-s et aux libraires en Belgique. Il est évident que le trimestriel y gardera de profondes racines de par le seul fait de son réseau d'amitiés et de par son histoire. Nous y garderons la même boîte postale ainsi que le même compte bancaire afin de faciliter le versement de vos abonnements. Est-il utile d'aborder l'envoi de vos textes ? Vous êtes de plus en plus nombreux-ses à nous les envoyer par courrier électronique (*libertaire@swing.be*)... Alors, les poster vers Bruxelles ou vers ailleurs...

Il va sans dire, mais c'est encore mieux en le disant, que ce nouveau pari ne pourra réussir qu'avec l'aide et le soutien que vous lui

apporterez... Certain-e-s d'entre vous, depuis maintenant plus de 20 ans. Quelle fidélité...

Sans publicité, sans subventions privées ou publiques et **sans le soutien des militant-e-s** d'un parti ou d'une organisation, *Alternative Libertaire* (revue *indépendante* de débats et critique sociale), ne continuera à se développer que grâce à votre participation, à votre énergie, à vos textes, à vos coups de gueule, à vos abonnements, à vos dons...

Avant cette grande mutation, *Alternative Libertaire mensuel* continuera à paraître, normalement, au moins jusqu'au numéro de mars 2001... avant d'interrompre pendant quelques semaines (le temps du déménagement) sa parution... et de vous revenir tout neuf et tout pimpant, dans sa nouvelle formule trimestrielle, en Été 2001.

On en reparle le mois prochain ?

Babar

(1) Grâce au travail acharné de Fabrice, une collection complète du journal est maintenant consultable en version papier.

RÉSEAU DE PÉDOPHILIE

La populace et l'impensable

Une mise au point
du Réseau des Comités blancs

Populace, c'est le mot employé par l'avocat de Michèle Martin pour stigmatiser tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Il a dit, en sortant de la dernière chambre du conseil à Neufchâteau (29 septembre) qu'à la prochaine il demanderait la libération de Michèle Martin en ajoutant que *ce n'était pas à la "populace" de décider à la place de la justice.*

Avant on disait *les croyants*, maintenant on dit *la populace*. Que s'est-il donc passé depuis que la *populace* de trois cent cinquante mille marcheurs s'est réunie dans les rues de Bruxelles, pour protester dignement et calmement contre tous les abus de pouvoir et le déni des victimes érigés en système. Il s'est passé une formidable reprise en main des esprits, pour essayer de faire admettre que les victimes étaient peu crédibles, que les témoins étaient coupables de colporter des fables, que les enfants disparaissaient tout naturellement, et que même, lorsqu'on fait partie de bandes de voleurs de voitures et de camions, comme Dutroux, et que l'on essaie de convaincre son entourage que *d'enlever une fillette, ça peut rapporter gros*, on est quand même un pervers isolé, irresponsable de ses actes.

L'impensable et la santé mentale

Nous approchons de 2001, déclarée *Année de la santé mentale*. Il est temps de nous y préparer en détectant les réalités que le système, dont le but est de fonctionner sans contrainte, impose aux esprits à l'encontre du bon sens, de la logique élémentaire, et des perceptions quotidiennes. Vouloir convaincre les victimes qu'elles n'ont pas vécu ce qu'elles ont vécu, et les témoins que leurs yeux ont cru voir ce qu'ils ont vu, fait partie de ce que veut imposer un système de société lorsqu'il est vital, pour lui, de garder occultées un grand nombre d'activités illégales. Il était temps que les insoumis qui trouvent normal que le crime ne reste pas impuni et que les victimes soient respectées dans leurs droits, soient assimilés à un magma sans forme et sans organisation que l'on appelle *populace*. Mais en arriver là, c'est prendre les désirs secrets du système pour la réalité.

Ce qui renforce ces tentatives de distorsion de la perception quotidienne du monde, c'est qu'un grand nombre d'actes criminels sont eux, de l'ordre de l'inimaginable. C'est une des tâches de nos sociétés que de parvenir à prendre conscience qu'il y a un mythe de la démocratie et de l'État de droit, comme il y a un mythe de la famille parfaite ; et que derrière l'aspect démocratique et civilisé de notre monde il y a des crimes occultes et des actes barbares.

Ceux qui témoignent de ces actes, surtout lorsqu'ils ont pour objet des enfants sont vite accusés de folie. Parce que l'enfance est évidemment sacrée, donc intouchable, il est unimaginable qu'on s'en prenne à elle. Et pourtant tout le comportement pédophile est loin d'être une simple question d'attouchements (déjà totalement condamnables), c'est l'usage du pouvoir dans toute sa jouissance. Et dans cette relation-là, toutes les horreurs sont possibles.

Quand on dit que tout cela n'est que fantasme, on oublie que certains se donnent le pouvoir de les réaliser.

Vous avez dit "psychose collective" ?

En l'an 2000, deux enquêteurs que l'on disait *comploteurs et monteurs de dossiers*, après avoir été complètement blanchis par la justice, et lavés de tout soupçon par une enquête interne à la gendarmerie, ont été réintégrés à la BSR de Bruxelles.

Ceux qui les avaient accusés au cours d'une campagne de presse qui n'avait plus rien à voir avec le métier de journaliste, accusaient dans la même foulée, Regina Louf de raconter des *bobards* et d'être complètement folle. Que disait-elle ? Qu'il y avait des enfants, en Belgique, qui subissaient à longueur de soirées des tortures sexuelles, et que certains étaient mis à morts au cours de réunions de pédocriminels associés. Impensable ! Cela ne pouvait être que l'expression d'une psychose, greffée sur les vieux réflexes de l'inconscient collectif voyant dans les puissants des figures d'ogres mangeurs d'enfant, démonstration brillamment illustrée dans certaines émissions de

télévision, par un pédo-psychiatre belgo-canadien de réputation mondiale. En l'an 2000, *l'impensable* que l'on aurait voulu contenir dans les couches profondes de l'inconscient des sociétés, revient avec force dans l'actualité. Les *snuffs movies*, objets d'un déni général jusqu'alors, deviennent une réalité, puisqu'ils existent sur Internet.

Et nous lisons sous la plume de certains anciens pourfendeurs de "fantasmes", avec le titre *Snuff Movie sur Internet!* 600 millions de dollars de chiffre d'affaire pour un réseau italo-russe de diffusion d'images pédophiles (1), que dans la catégorie *Nécro-Pedo*, des clients se fournissaient en vidéos dans lesquelles on peut voir des enfants torturés, des bébés écartelés, des jeunes adolescentes empalées ou pendues. Certaines cassettes étaient vendues 10.000 dollars (soit environ 100.000 euros), ce qui, n'en déplaît pas aux partisans des contes de fées porteurs de l'inconscient collectif, ne peut être que le fait de gens fortunés et puissants et non de la *populace*.

Il faut savoir d'ailleurs qu'une succursale belge d'une grande banque américaine a servi à un grand nombre de ces transactions.

La populace et les citoyens

Ce que ne dit pas ce plunitif, c'est qu'il aura fallu qu'une association de citoyens italiens, appelée *Arcobaleno*, fondée par un prêtre, Don Fortunato di Noto, dénonce, il y a deux ans de cela, au parquet de Torre Annunziata (Naples), l'existence de ce site sur internet, pour que l'enquête aboutisse à des arrestations.

On sait, en effet, que les recherches des services officiels de la justice, les quelques cellules du type *Computer Crime Unit* ne se sont pas montrées très efficaces en Europe jusqu'à présent. Et il ne semble pas que cette inefficacité s'explique par une cause simplement technique. Devant la passivité des pouvoirs publics, une autre association de citoyens, en France, fait le même travail de recherche sur le net. Il s'agit de l'association *Le Bouclier*, fondée par Bernard Valadon.

En Belgique, on sait aussi qu'il a fallu tout l'activisme d'une association de citoyens, appelée *Werkgroep Morkhoven* pour que, sous la houlette de Marcel Vervloesem, soient enfin arrêtés et condamnés, en 1999, des pédophiles dont les activités étaient connues du parquet de Dendermonde depuis 1992, et qui produisaient des films montrant des viols de mineurs commis sur l'île portugaise de Madère.

Le même Marcel Vervloesem est à la base de la révélation de l'existence d'un CD-rom comportant 10.000 photos d'enfants violés, dont certains étaient torturés, provenant du website *Apollo* mis sur le net depuis un appartement de la ville hollandaise de Zandvoort. Après avoir nié l'intérêt de ce CD-rom, la police hollandaise a finalement publié deux albums de recherches sur la base de 570 photos d'enfants tirées de ce CD-rom. En voyant ces albums, envoyés par Marcel Vervloesem à des journalistes, des parents français ont reconnu leur enfant, ainsi que d'autres parents en Suisse. Des enquêtes sont actuellement en cours, mais en attendant Marcel Vervloesem est sans cesse harcelé par la BSR de Geel et par le parquet de Turnhout.

Et cependant, si la justice en Belgique comme ailleurs, à l'instar des parquets de Dendermonde ou de Turnhout n'étaient pas restée aussi passive et tolérante, il n'aurait pas été nécessaire que des citoyens se mobilisent. Vous savez bien, ces fameux citoyens qui font ce que certains appellent *la populace*.

Réseau des Comités blancs

White Spirit, bulletin du Réseau des Comités blancs, octobre 2000.

Abonnement : 300fb au ccp 000-1207902-58. <http://www.witte-comites-blancs.org>
info@witte-comites-blancs.org.

(1) J.Fr. Deliège, *Le Soir Magazine*, 5 octobre 2000.

Belgique... BelgiKKK !

33 % ! Un anversois sur trois a donc voté pour le Vlaams Blok aux élections communales du 8 octobre 2000. Quand vous vous promenez dans les rues d'Anvers vous n'arrêtez pas de croiser des *Blokkers*. Convaincus que les Flamands sont les meilleurs, que les Wallons et les étrangers vivent à leurs crochets, que les immigrés font baisser le niveau des écoles et monter celui de la délinquance, que les partis politiques démocratiques sont pourris, vendus aux affairistes et déroulent le tapis rouge aux pieds des candidats réfugiés... Bonjour, le dialogue !

Pour ces *Blokkers* il faut en finir avec l'État belge : *België barst* (crève Belgique) disent-ils et créer une République flamande. Une République dirigée par le Blok et son chef Filip De Winter. Ils ont encore du chemin à faire pour y arriver mais ils progressent. 33% à Anvers, 25% à Malines, 20% à Gand... À Anvers ils auront 20 conseillers communaux sur 55. Pas encore une majorité pour gouverner mais ils obligent tous les autres partis à se coaliser pour former ce qu'on appelle le *cordon sanitaire*. Un drôle de cordon en fait quand on constate que les démocrates font campagne sur des thèmes chers au Blok. Subtilement ses idées s'infiltrant dans les esprits. Quand on parle de sécurité, tout de suite il est question de délinquance et d'immigrés. Des mesures qu'il faut prendre pour renforcer la police, surveiller les frontières... Qui parle de l'insécurité provoquée par le patronat ? Quand il est question de la Sécurité Sociale c'est pour se demander combien la Wallonie coûte à la Flandre. Sur ce plan les démocrates flamands sont très vite amenés à rejoindre les thèses du Blok mais sous la forme d'une pâle copie. Et l'on sait que l'original a plus d'attrait ! Sur la question de l'affairisme il faut reconnaître que nos politiques n'arrêtent pas de donner de l'eau au moulin du Blok. Les *affaires* et la manière dont elles sont traitées renforcent l'image d'une classe politique véreuse si chère à toutes les extrêmes-droites.

Après l'hiver... le printemps

Aujourd'hui le désarroi s'ajoute à la stupeur. Tout le monde pensait que le Blok allait se tasser. Jusque dans l'après-midi des élections, les sondages à la sortie des bureaux de vote semblaient conforter cette thèse. Et puis, surprise ! Le Blok progresse encore ! Et pas d'un peu ! Des 5% à l'aise ! L'établissement du *cordon sanitaire* n'a rien donné, le débat contradictoire non plus. Que faire ?

Aujourd'hui les démocrates cherchent la solution dans l'extension du droit (l'obligation) de vote aux étrangers. Ce serait le geste fort pour barrer la route au Blok. Pas sûr ! Non seulement il y a de plus en plus d'étrangers (européens surtout) sensibles aux thèses du Blok mais seule, ce serait une mesure qui resterait en surface. Elle ne s'attaque évidemment pas aux causes économiques et sociales qui alimentent la véritable insécurité mère de toutes les trauilles. La peur du chômage, de la misère, d'une vie morne, de l'ennui... Pour certains la solution se trouve chez De Winter (l'hiver). *Toch, na de winter komt de lente* (après l'hiver vient le printemps) !

Jean-Marie Neyts

L'agenda du Centre Libertaire

- **Samedi 11 novembre** à 16h, vidéo Louis Lecoin + débat sur l'**antimilitarisme aujourd'hui** suivi d'un repas convivial !
 - **Samedi 18 novembre** à 16h, **chants révolutionnaires pour Annick** suivis d'un repas convivial !
 - Permanences et bibliothèque tous les samedis de 11 à 17h !
 - L'adresse : **65 rue du Midi à 1000 Bruxelles**.
-

Le fond de l'air effraie !

On ne le répétera jamais assez : les centres d'enfermement pour demandeurs d'asile sont une véritable honte !

Voici novembre, humide et froid. Un couple de buses plane lourdement dans un ciel étouffé par la brume. Un vent glacial souffle sur les mornes plaines de Belgique. Le paysage est triste. Les centres fermés ont désormais pris place dans la banalité du décor. On entend quelquefois des cris d'êtres humains, derrière les grillages...

Lorsque le centre de Vottem, sur les hauteurs de Liège, était encore en construction, il y eut quelques manifs... *Il faut foutre une bombe, là dedans!*, m'avait alors dit un manifestant, ulcéré qu'une chose pareille puisse encore exister, cinquante ans après Buchenwald... *Oui, il faut démolir tout ça à coups de bulldozers*, avait ajouté un autre.. *Les bulldozers sont ici, sur le chantier, on n'a qu'à s'en servir et agir tout de suite, parce qu'après, quand il y aura des détenus, ce ne sera plus possible*, avait lancé un troisième...

Les organisateurs officiels de la contestation, des professionnels syndiqués et subventionnés, nous ont alors expliqué qu'il fallait éviter tout "débordement". *Il faut utiliser la voie dé-mo-cra-tique* ont-ils dit. Résultat des courses : les centres fermés sont bel et bien en place et sont en pleine activité, dans une indifférence quasi générale. Par la suite, il y eut d'autres manifs, puis d'autres encore...

Les riverains du centre de Vottem ne sont pas contents. Ils en ont marre de toute cette agitation. Marre de tous ces gauchistes à cheveux longs, de tous ces punks, de tous ces écolos... Par contre, avoir un camp de concentration près de chez eux, ça n'a pas l'air de les gêner beaucoup... *Allez bosser, bande de connards!*, nous ont même crié un

jour des blaireaux qui passaient par-là en voiture... Oh, bien sûr, tout le monde ne pense pas comme eux. Non, il y en a d'autres, qui pensent autrement... Ah bon ? Et où sont-ils ? En vérité, ils s'en tamponnent, les autres ! Si tu savais comme on se fiche de la misère du monde, dans les salles à manger où la télé vaporise sa diarrhée de jeux, de matchs de foot, de feuilletons...

Tu sais quoi ? Tu ne sais rien.

Les centres fermés ne sont pas des prisons. Les chômeurs sont heureux. Les travailleurs aussi.

Les citoyens ont voté (les ordinateurs ont comptabilisé les voix, il n'y a pas d'erreur possible).

Il n'y a pas, non plus, de SDF qui font la manche aux feux rouges. Si tu crois en avoir aperçu, vas vite voir un toubib, tu dois être sujet à des hallucinations. Ou alors, ce sont des salauds qui font exprès d'être pauvres rien que pour te démoraliser. La croissance économique fait rage. On a retrouvé la confiance. On a même retrouvé la 7ème compagnie. Que demander d'autre ?

Et à Prague, non plus, il ne s'est rien passé. Si tu as entendu parler de quelque chose par le biais d'Internet, sois certain qu'il s'agit d'un mensonge. Internet est un gros menteur qui manipule le monde. Il n'est contrôlé par personne, c'est bien la preuve que ce n'est pas du sérieux.

Allons, oublions tout ça, il y aura de la dinde à Noël.

Gun

L'ESSENTIEL

Fils de pub nique ta vie

La publicité s'affiche partout,
répétitive, tapageuse
et arrogante,
sur tous les supports possibles.

Les professionnels de la pub savent bien qu'une campagne a autant de chance de faire augmenter les ventes d'un produit que de les faire baisser. Son rôle effectif n'est plus de faire la réclame d'une marchandise mais de transmettre une image, précisément celle qui a été choisie par le dirigeant de l'entreprise.

Comme les artistes, les créatifs publicitaires doivent anticiper sur la demande, concevoir la marchandise sublime susceptible d'être vendue, que ce soit à une élite d'amateurs spécialistes ou bien à une entreprise pour une communication de masse. Manipulé, l'artiste s'autodétermine selon les désirs présumés du commanditaire. L'art ainsi conditionné ne peut se réaliser qu'à travers la croyance portée envers la toute puissance du spectacle.

On peut parler alors de mécénat sous contrôle. Le dirigeant se paye le luxe d'une production artistique qui sera l'image de son entreprise. Cette communication à sens unique est à son image. Il réalise ainsi un rêve diabolique en donnant à sa firme, lieu d'exploitation où il accapare son butin, l'image magique d'une création contemporaine, transformant ainsi sa macabre usine à usurper en marque du rêve, de la réalité et du rire.

Coûte que coûte, il s'agit de se faire entendre sans attente ni attention, au profit d'un réflexe conditionné par la purification

esthétique. La publicité répand sur tous les supports possibles, sa divine réalisation de l'art total dans de nouveaux styles de vie, construisant les situations de la vie quotidienne.

Le consommateur ciblé par la pub se consume passivement par l'appropriation imaginaire des passions mises en spectacle, car ce sont ses propres désirs qu'il consomme en s'assimilant à une situation représentée, s'intégrant au non vécu. Le désir ainsi séparé de l'instant vécu, est sublimé. Le sujet, produit comme objet de ses désirs, perd toute autonomie, incapable de réaliser sa propre histoire. Il s'investit dans un imaginaire passionnel jusqu'à la dépendance émotionnelle.

L'apparition de nouveaux désirs ne constitue plus la chance d'un bouleversement révolutionnaire mais bien, par les nouvelles ressources technologiques, un potentiel directement utilisé par la pub afin d'organiser et de contrôler le temps qui n'est pas travaillé.

Aujourd'hui la publicité a envahi tous les aspects de la vie, procurant l'illusion de jouer le premier rôle de sa propre vie alors que l'on végète dans la passivité à travers une participation fictive à la société. La consommation de produits marqués ne peut satisfaire que les besoins imposés par la mise en spectacle de la dictature des marchandises.

La publicité c'est de la colle, la *sniffer* fige la vie dans l'exécution d'un rôle programmé par un autre. Elle colle à la peau. L'adhésion qu'elle suscite est celle de la *servitude volontaire* à l'entreprise. Tel un troupeau marqué au fer rouge, conduit par le bon pasteur vers le meilleur des mondes, le *New Christ* du business s'imposant dans une communion solennelle avec la marchandise : *Si cette camelote m'aime, alors je suis sauvé*. La pub autorise la façon d'aimer l'objet choisi. Cet objet d'amour c'est l'objet de tout amour. Mis en scène, l'érotisme sacré programme notre rapport passif à la jouissance. Cet érotisme imaginaire ampute le vécu de tout désir qui ne soit pas l'objet d'une marque. La machine à images produit des icônes qui incarnent l'économie de Dieu. La pub est un crucifix vénéré, le spectacle une grande messe. La pub-icône mobilise la croyance en la toute puissance pétrifiante de la marchandise, et génère la foi aveugle au Dieu-économie. La marchandise n'est pas divine mais divinisée par appropriation. Elle règne visiblement

en prêchant avec des images, paraboles qui incarnent sa parole d'évangile.

Sous la dictature économique, la liberté c'est la liberté d'affirmer sa résignation, car seule la *pensée unique* est acceptable. Toute attaque contre la libre entreprise constitue une attaque contre la liberté. La liberté de choisir c'est la liberté de choisir sa pub, se marquer, choisir d'acheter une marchandise frelatée. La démocratie c'est l'arnaque ! La propagande publicitaire décrète que ce qui est juste est ce qui est bon pour l'entreprise. Si on peut ridiculiser un politicien, une marque n'est pas critiquable. Le spectacle, se parlant à lui-même, impose l'entreprise comme modèle unique de la société idéale ; rentable, performante, compétitive, destructrice, violente et tyrannique. La politique a rêvé d'une société parfaite, le citoyen d'un changement profond, la pub le fait ! L'entreprise contrôle, l'État gère les choses en leur état, la démocratie direct s'achète en kit... La politique est dépassée, la vie de la cité se réduit aux affaires des entreprises, le spectacle de la presse se monte en marketing. Les infos c'est de la pub !

Les nouveaux docteurs mettent en scène la parole du pouvoir économique et désignent les bons objets comme les seuls remèdes magiques au mal de vivre. Je me consomme moi-même en achetant un rêve engendré de moi-même, et si la marchandise ne me va pas, c'est que je n'ai pas assez rêvé. Je suis seul avec mes marques imaginaires, livré poings liés aux croyances publicitaires, consommé par consommation, coupable de ne pas être à la hauteur de l'image adorée, rendant de la sorte ma honte encore plus honteuse.

Pour ne pas être ringard, dépassé, voire suspect, il faut haïr le collectif, se déclarer *individu satisfait*, imprégné de sa drogue exclusive : la divine consommation. Et si je ne peux pas consommer jusqu'à une pleine satisfaction, c'est de ma faute car je n'ai pas assez travaillé, pas assez souffert.

Comme dans le sport, support publicitaire, le collectif est réduit à une équipe compétitive, chacun pour soi dans la même galère, car les liens entre individus ce sont les marques. Derrière le rôle du sportif, image magnifiée du gagnant éliminant tous ses concurrents, se cache sa tâche

de cobaye dopé et de top-model au service des trusts, glorifiant le travail et sa souffrance, l'esprit prédateur de la compétition, réalisation en acte de la propagande de l'entreprise dans la jungle économique. La relation aux autres s'économise à soi-même et à ses marques, unique pôle de gravitation, l'essentiel est de s'afficher, de se voir paraître. Abandonné à une mystique solitude, le message est approprié, autoréférent, l'autre est éliminée, évacué dans l'indistinction. L'individu à la mode publicitaire est autosuffisant, même en équipe il est une société à lui tout seul, violemment en guerre contre tout envahisseur de son espace réduit.

En croyant choisir ce qu'il veut être, l'esclave-tyran s'est produit lui-même comme objet normalisé, se détruisant comme sujet, sans aucun pouvoir sur sa propre vie, coupant tout lien avec sa propre histoire, se réduisant au rôle d'un produit à produire du capital pour une spéculation encore plus productive. L'individu sans autres, sans identité, cherchant à se démarquer dans l'apparaître, se marque d'une différence dans l'être par le choix d'une marque, soumission qui se présente comme une liberté sous la dictature de la libre entreprise. L'individu isolé, sans partage avec autrui, sans histoire, insignifiant et absent, doit apparaître pour être, obsédé par la peur de disparaître, il se couvre de marques pour tromper le manque et remplir son propre vide. En superposant les rôles, les couches successives de paraître, l'être disparaît dans une représentation angélique dématérialisée. Les marques apparaissent comme les propriétaires du réel, de son langage, le passage obligé de son accès. La marque est le mot de passe qui permet d'accéder à la réalité virtuelle des choses comptabilisées.

Le slogan, reproduit et rabâché, transforme le langage, trop incertain, en marchandise bien contrôlée. La pub est le discours qui nettoie, elle expulse le sale hors de ce lieu fantasmagique sans tache, hors de cette société où les machines produisent leurs sujets comme des objets, propres et manipulables. Pour être conforme au mythe, la société de communication doit se purifier, effacer la différence des individus par les différences publicitaires. L'objet, le sujet, le moyen et le but ne sont plus qu'une seule et unique chose intégrée à la marque. Promotion exclusive d'une vision objective et scientifique de la planification des

comportements, la pub programme le marketing social dans l'espace clos de la communication globale.

Emblème solennel du vrai, la marque intègre socialement ses sujets dont elle fixe la place et légitime l'existence. La pub fabrique ses objets humains, les assujettit à son image, car elle est le signe de la nomination. La personnalité multiple de l'individu est défaite par une séparation d'avec soi-même, isolée des autres, changée au profit du nom unique de la marque, comme objet de cette unité mystique. En adhérant à une marque on choisit une famille, une nouvelle généalogie, intégrant sans réserve l'entreprise avec son management sectaire, son pouvoir totalitaire et ses tortures quotidiennes. À tout moment occupé à choisir, adhérer à tel ou tel produit, à telle ou telle attitude, cet excès de choix n'en autorise aucun. Par sa publicité, l'entreprise impose l'ordre nécessaire à l'usurpation de son magot, à son pillage sans entrave des populations et de la planète.

Les traces laissées à l'histoire, sont la destruction de l'individu et de la plupart des grandes forêts de notre monde.

Version conforme des pubs choisies, gardien de la prison où il s'enferme, le sujet-objet se voit comme il faut se voir, être du paraître sans autres, fiché puis affiché, il s'inflige une normalisation restrictive et la fait respecter. Le bon ordre est celui de la santé mécaniste des entreprises, c'est-à-dire celui du silence de ses organes et de ses membres. Machine à incorporer, la pub normalise les corps. La mesure des êtres et des choses est marquée par la monnaie et incarnée par la pub. Notre croyance au miracle de la publicité produit son pouvoir sans limite.

Se montrer avec une marque c'est exhiber son assujettissement à l'entreprise, sa servitude volontaire au travail, sa perte d'identité, son renoncement au plaisir suscité avec l'autre, c'est abandonner sa volonté de vivre, afficher sa capitulation.

Notre critique n'a pas la prétention de s'imposer comme une vérité objective qu'il faut accepter, mais elle s'inscrit dans une situation complexe et confuse comme un point de vue situé obstinément et

passionnément dans un changement radical de perspective. La croyance en la réalité *vraie* et unique créée par le spectacle est totalement séparée des mondes expérimentaux du vécu. Lorsque l'on ne croit plus au miracle livré par la publicité, la magie n'opère plus, elle devient grotesque et surtout insupportable. Il est alors prudent de ne pas supporter.

Des inventeurs d'incroyances

Courrier inventin@multimania.com

EN DÉBAT

Illusion du politique et politique illusoire

Jacob De Hulle a joué un rôle important dans la vie politique belge au cours des années 80 et du début des années 90, sans cependant exercer de mandat politique, ni apparaître sur le devant de la scène médiatique. En d'autres temps, on l'aurait appelé un *conseiller du Prince*. Après une pénible vicissitude, il s'est détourné de la politique active pour se consacrer à des travaux d'ordre scientifique. Ce qui ne l'empêche pas de réfléchir sur son expérience...

- Il existe beaucoup de représentations différentes, parfois contradictoires, de ce qu'est un homme politique. Parmi celles ci, quelle est, à votre avis, la grande illusion la plus généralement partagée ?

On reconnaît implicitement à la politique deux traits pour ainsi dire universels.

1. Pour qu'il y ait politique, il faut qu'il y ait un choix effectif entre une pluralité de solutions. Toutes les solutions ne sont pas également justes ou efficaces ou agréables, mais toutes restent possibles, et l'on ne peut généralement pas en choisir une, comme absolument supérieure aux autres. Il y a ici d'immenses aléas d'appréciation et de circonstances. L'homme politique, le vrai, sera celui qui discernera la solution non pas forcément moyenne, ni la réponse rigoureusement efficace, ni celle qui exprimera au plus juste ses valeurs, mais bien celui qui, en tenant compte des faits et des opinions, trouve la réponse contenant en même temps l'agrément du plus grand nombre et une ouverture sur l'avenir, une possibilité de développement. Mais il faut que ce choix porte sur des solutions qui existent effectivement, c'est à dire pour qu'il y ait choix il faut qu'il y ait *réellement* plusieurs solutions entre quoi choisir. L'homme politique, le vrai, ne peut se borner à être une machine enregistreuse de ce qui se produit.

2. En deuxième lieu, pour qu'il y ait une décision politique, il faut une certaine durée. La décision ne peut concerner l'événement immédiat. Elle est une certaine prise sur l'avenir, elle fixe pour un temps le visage d'un pays et d'un gouvernement. Une décision politique, au sens vrai, comporte non seulement l'impératif de son exécution, ce qui est élémentaire, mais encore l'établissement d'une continuité. Il ne faut pas que les fluctuations constantes des temps et des circonstances remettent en question ce qui fut décidé hier. Il ne faut pas que les hasards de l'opinion viennent modifier les objectifs adoptés et les moyens choisis. Sans quoi nous ne sommes plus en présence d'une politique. Les petits démagogues disent toujours que le gouvernement doit être la simple expression, l'instrument des volontés de l'opinion. Cette conception est une pure et simple négation de la politique. Pour qu'il y ait politique, il faut qu'il y ait maîtrise, non pas d'abord des hommes ou des pouvoirs, mais de la durée. Or je pense que de nos jours ces deux caractères du politique n'existent pratiquement plus, ou tendent à tout le moins à disparaître. Il y a dans notre société des choix qui s'effectuent, mais qui n'appartiennent plus aux instances politiques. Il y a des continuités qui s'affermissent, mais qui ne sont plus une prise politique sur l'avenir. Au contraire, ce sont ces continuités nouvelles qui évacuent le politique véritable. Celui-ci se

trouve le plus souvent dans une situation de compétence liée, ne pouvant modifier la réalité. Le seul domaine dans lequel il lui est encore possible d'intervenir c'est le domaine de l'actualité, c'est l'éphémère, le fluctuant, et l'on perd de ce fait le sens du sérieux de la décision politique. Ce qui reste à sa portée n'est plus qu'une apparence. La vanité d'agir dans cette vacance n'est compensée que par l'extrême agitation du personnel politique.

- *Vous affirmez que les hommes politiques ne prennent plus de décisions ?*

Si, les politiques prennent encore des décisions ! Mais ce sont, au niveau sérieux, des pseudo décisions, parce qu'elles sont assez rigoureusement déterminées pour que l'homme politique n'ait guère de latitude ou de choix. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, les choix politiques sont limités du fait de l'élimination des valeurs à l'horizon de son action. L'homme politique se trouve extraordinairement affaibli, ses capacités de décision sont limitées parce qu'on ne peut plus valablement, aux yeux de l'opinion comme aux siens, jouer des valeurs à l'encontre des faits. De façon singulière, l'homme politique se considère parfois lui-même comme libéré, plus efficace, plus indépendant, lorsque les valeurs sont écartées, lorsqu'il se trouve engagé dans un pur réalisme, cynisme, scepticisme. On se figure être un petit Machiavel. Mais comment ne pas voir que, bien au contraire, l'absence des valeurs est une inclusion du politique dans le pur domaine des faits, ce qui, assurément, lui donne la possibilité d'agir sans critère moral, mais ce qui réduit considérablement la possibilité de choix et de décision. Psychologiquement parlant, la plupart des hommes politiques ne tiennent pas à prendre de véritables décisions, pourvu que les apparences soient sauvées ! Ils ne regrettent pas les valeurs qui les contraindraient à de pénibles choix. En deuxième lieu, les gouvernements sont nationaux mais les décisions politiques décisives sont aujourd'hui à l'échelle supranationale européenne ou mondiale. Il ne règne là aucun choix. En troisième lieu, à partir du moment où l'efficacité devient le seul critère de l'action politique, on assiste à une nouvelle réduction de la décision. Or, nous sommes en plein là-dedans. Même avec la meilleure volonté, personne aujourd'hui ne pourrait

choisir d'autre critère politique que celui-là. La loi de la politique est l'efficacité. Ce n'est pas le meilleur qui gagne, c'est le plus puissant, le plus habile, en un mot le plus efficace. Or, le choix d'efficacité, s'il n'est pas dicté d'avance, est néanmoins à un moment donné, dans des circonstances données, extrêmement réduit. L'homme politique ne peut pas choisir entre ce qui serait plus et ce qui serait moins efficace. Le choix est fait indépendamment de lui. Évidemment, il peut se tromper dans son évaluation. C'est pourquoi il doit se référer à plus compétents que lui et remettre le choix aux mains des experts et techniciens.

- *Vous considérez que nous vivons sous le règne de la technocratie ?*

Ce n'est vraiment pas une idée nouvelle ! Le véritable choix aujourd'hui, dans les problèmes politiques, dépend des techniciens qui ont préparé la question et des techniciens qui devront mettre à exécution la décision. La marge d'innovation dont dispose l'homme politique est de plus en plus réduite. Les décisions qui engagent le plus profondément l'avenir d'un pays sont d'ordre technique. Or, l'homme politique est remarquablement incompetent en ces domaines, à moins d'être un spécialiste. Et s'il est un spécialiste pour telle question, il abandonnera tout le reste à ses confrères. Et la décision sera prise non plus en fonction d'un principe philosophique ou politique, non plus à partir d'une doctrine ou d'une idéologie, mais à partir du rapport des techniciens décrivant le plus utile, le plus praticable, le plus efficace. Bien sûr, les techniciens peuvent apporter des solutions divergentes. Et l'on se rabat là dessus pour dire : donc l'homme politique reste maître de la décision. C'est fallacieux. L'homme politique se place à l'intérieur des cadres tracés par les techniciens et son choix, s'il est sérieux, se fera pour des raisons techniques. Le plus souvent, il fera évaluer par un autre technicien ce qui est le plus efficace. Bien sûr, il peut y avoir des erreurs, il n'existe pas d'expertise infaillible, mais l'important c'est le processus qui subordonne la décision politique à l'évaluation technique. Si on définit toujours la politique comme l'art du possible, c'est aujourd'hui le technicien qui détermine de plus en plus ce qui est possible. C'est la même chose en ce qui concerne le deuxième aspect, celui de la continuité nécessaire des décisions une fois prises. Précisément parce qu'il s'agit le plus souvent de décisions fondées

techniquement et à contenu technique, elles s'étalent sur un long espace de temps, elles supposent une continuité. Aucun changement politique ne peut modifier ce qui a été fait, mais pas davantage ce qui doit être fait comme continuation, car les facteurs techniques se conditionnent les uns les autres. Un changement de gouvernement ou de législature ne peut rien modifier au plan une fois établi. Bien sûr, le monde politique ne se réduit pas à une simple machine d'enregistrement. Chacun sait que dans les milieux politiques règnent une agitation fébrile, d'innombrables comités, commissions, et que l'on y prend d'innombrables décisions, que l'on signe un grand nombre de résolutions, que l'on conclut des alliances, discute des budgets, élimine des candidats, nomme des fonctionnaires, établit des procédures, des schémas d'action, des organigrammes... Cette activité débordante donne bien sûr l'illusion de l'action. Cette masse de paroles, de papier et de groupes de travail donne l'illusion de la décision. En réalité cette activité est elle-même tributaire de règles du jeu prédéterminées. Le milieu politique se conduit selon des normes assez rigides. Mais bien entendu, il reste la foule des microdécisions qui s'inscrivent dans le courant général, microdécisions qui expriment les choix et les inventions de tel ou tel homme politique. Mais, fondamentalement, ce qui gouverne cette agitation, c'est l'assujettissement à l'éphémère.

- Vous pouvez un peu approfondir cette idée de règne de l'éphémère ?

L'homme de notre temps est assailli par l'actualité. Ce qui s'est produit en dernier lieu est toujours le plus important à ses yeux. Cet homme, c'est l'homme politique qui dépend de l'information du jour. Mais c'est aussi le citoyen quelconque. Ce citoyen ne connaît que ce qui s'est passé hier, il ne se passionne que pour la dernière péripétie. Il exige que l'homme politique prenne position en face de ce fait là. Tout le reste lui importe peu. Et l'homme politique sait bien, de son côté, qu'il sera interpellé sur ce fait là. Il est donc conduit à se tenir toujours au niveau de cette actualité. C'est aussi pourquoi la politique prend si souvent aujourd'hui la forme du spectacle, spectacle pour le citoyen comme spectacle offert par les hommes politiques pour régaler leur clientèle. Mais il faut bien voir qu'il y a incompatibilité entre l'actualité et la capacité politique véritable. D'abord, comme le disait le

philosophe espagnol Ortega y Gasset, il n'y a pas de politique sans mémoire, sans saisie du passé et sans capacité de comprendre le présent à travers cette analyse. L'actualité efface tout cela, évacue le sens de la continuité et empêche l'usage de la mémoire. Ensuite, il n'y a pas de politique sans prévision. C'est toujours une erreur de se fixer dans l'instant présent. Or, l'homme de l'actualité ne cherche plus à prévoir, puisque de toute façon, demain, l'actualité lui fournira sa ration politique quotidienne. Le résultat on le voit : l'homme politique actuel est très satisfait de lui même, il est *de son temps* lui au moins, il est *au parfum*, convaincu que le plus nouveau, c'est le plus important. En réalité, il vogue au gré des flots, sans prendre conscience des courants profonds qui les agitent.

- Et la dépendance des politiques par rapport aux médias n'est pas là pour arranger les choses !

En effet. L'action politique aujourd'hui est toujours calculée en fonction de deux objectifs : d'une part, l'objectif précis que l'on veut atteindre dans tel ou tel domaine ; d'autre part, les possibilités médiatiques qu'offre cet acte. Devant chaque décision, l'homme politique se pose trois questions : cette décision aura-t-elle des conséquences spectaculaires ou pratiques susceptibles d'atteindre l'opinion publique ? Cette décision porte-t-elle en elle même son élément de propagande ? Cette décision est-elle susceptible de servir de tremplin à une action médiatique ? Une décision politique est aujourd'hui devenue plus importante par les réactions d'opinion qu'elle peut provoquer que par ses répercussions concrètes, sa signification pratique et c'est donc en fonction de cette répercussion médiatique qu'il faut toujours la calculer. Mais l'art politique d'aujourd'hui va encore plus loin. L'action politique sera choisie de telle façon qu'elle puisse être un tremplin médiatique quelle que soit sa conclusion réelle, qu'elle aboutisse à un succès ou à un échec de fait. Peu importe que cette action soit vraiment utile. Ce qui compte c'est son utilisation. L'homme politique agit dans l'univers d'images de l'opinion, mais il peut aussi créer ces images et les modifier via les médias. Et inversement, l'opinion publique, qui n'est formée qu'à travers l'univers médiatique, détermine le politique qui ne peut gouverner qu'en fonction d'elle. Mais

dans ce jeu, il y a un troisième partenaire, le détenteur des moyens d'action, l'informateur propagandiste, le technicien spécialiste de la communication. Or, si, en apparence, il est aux ordres du politicien, il est en fait dans la situation de tous les autres techniciens dont j'ai parlé.

- *On entend souvent dire : "C'est vrai, il n'y a plus de place pour de grandes réformes, mais on peut gérer autrement".*

Pour apprécier cette idée, il faut savoir ce que c'est que l'État aujourd'hui. Un État moderne n'est pas *d'abord* un organe centralisé de décision, un ensemble d'organes politiques. Il est *d'abord* une énorme machinerie de bureaux. Il est composé de deux éléments contradictoires : un personnel politique, des assemblées, des conseils, et un personnel administratif avec les bureaux. La tradition attache une très grande importance aux assemblées, aux conseils, aux votes, à la désignation du personnel politique. C'est là que, du point de vue de la démocratie, se trouve l'expression de la souveraineté populaire. On présente en même temps le schéma bien connu, bien classique et rassurant de l'administration. Le personnel administratif est nommé par les politiques : il dépend donc entièrement d'eux. L'administration est là pour exécuter la décision des corps politiques et c'est son seul rôle. Elle est mise en mouvement par la décision du cerveau. Je pense qu'en réalité l'État s'absorbe peu à peu dans l'administration. Il existe une façade, une apparence de pouvoir politique dans la personne de tel ministre, dans tel conseil, mais ce n'est plus qu'une façade. Les véritables problèmes politiques sont aux mains des bureaux. Là réside la réalité de l'État moderne. Cette administration est d'abord devenue d'un poids et d'une complexité considérables. Il est très bien de prétendre ramener le corps des fonctionnaires à quelques règles simples, à quelques statuts, et l'administration à quelques structures générales. Mais cela ne rend pas compte de la réalité. Il faudrait au contraire pénétrer dans l'innombrable fouillis des bureaux et de leurs compétences, des douzaines de services d'un ministère, les divisions, les hiérarchies et surtout les organes de concertation. Une fois commencé, un dossier doit passer dans 5, 10, 20 services, chacun ajoutant une pièce, un visa. Les organes de concertation connaissent les filières,

mettent en relation tel bureau compétent avec tel autre etc. Un ministre n'est exactement rien sans son infrastructure bureaucratique. Mais le ministère, c'est en réalité cet énorme organisme administratif. La bureaucratie compénètre la tête politique et celle-ci se ramène, hors quelques personnalités dont l'utilité n'est pas toujours évidente, à un complexe bureaucratique. Je sais bien que l'on contestera cela en disant : le ministre prend les décisions et s'il ne connaît pas tous ses bureaux, toute la structure administrative, il connaît bien ses différents directeurs. Les directeurs connaissent bien les chefs de service, lesquels... et par une série de cascades hiérarchiques, chacun à son étage connaissant bien ses subordonnés immédiats, et les bureaux qu'il a sous ses ordres, la machine bien réglée dépend en définitive de la tête. Je prétends que là encore c'est une vue purement théorique de la chose. À partir du moment où une décision globale de principe est prise par le ministre, elle lui échappe, l'objet prend une sorte de vie propre, circule dans les services, et tout dépend en définitive de ce que les bureaux vont décider d'en faire. Il en sortira peut être un ordre conforme à la volonté première. Il en sortira peut être un texte assez éloigné. Plus fréquemment, il n'en sortira rien. La décision se sera épuisée dans les circuits nombreux de l'administration et ne verra pas concrètement le jour. Je connais des cas où l'ordre ministériel n'aboutit à rien, simplement parce qu'il a été bloqué, volontairement ou non, à un endroit quelconque. Je connais des cas plus nombreux où la décision de principe est publiée en un arrêté de trois lignes, auquel on ajoute que des arrêtés d'application suivent. Ces arrêtés d'application ne voient jamais le jour. Ils dépendent entièrement de la bureaucratie. Il ne faut pas en conclure à la paralysie de l'État, mais à une mutation d'une importance inimaginable. Ce qui était un système de transmission s'est progressivement transformé en un système de décision. Nous sommes en présence d'une multiplicité de centres de décision, corrélés entre eux, non directement responsables et inclus dans un même appareil. Aujourd'hui, c'est *cela* l'État. En face de cela, que peut l'homme politique, le ministre, le député, le Parlement ? Rappelons d'abord que l'homme politique est généralement incompétent pour les problèmes qu'il a à résoudre. Surtout s'il est devenu, ce qui est désormais obligatoire, un spécialiste de la politique.

- *Spécialiste en quel sens ?*

Quand on parle de *faire de la politique*, il s'agit toujours d'une action méthodique en vue de l'accession au pouvoir. Pas forcément pour faire une *carrière* politique, ni en vue d'une réussite personnelle, ni pour gagner plus d'argent, bien que toutes ces motivations existent, mais le simple goût du pouvoir suffit. L'homme politique ne peut être qu'un politicien de métier. Et être un politicien de métier, cela veut dire être un habile technicien pour conquérir et garder les places. Les méthodes sont connues : il faut éliminer les rivaux, s'assurer une clientèle, tenir des voies d'accès et des postes stratégiques, etc.. La politique se joue à l'intérieur du parti pour arriver aux premières places. C'est la guerre au couteau entre "camarades" du parti. Puis, arrivé à cette place, il faut s'y maintenir. En même temps, il faut pousser le parti en avant. Le parti est lié à votre propre sort, et réciproquement, et quand on arrive au pouvoir le principal souci est de le défendre et de le garder contre les embûches, les traquenards juridiques, plus ou moins délictuels, ou purement politiques. Nous sommes évidemment très, très loin du sens noble et idéaliste de la politique. Le problème n'est pas que le politicien de métier serait malhonnête, intrigant ou ambitieux, mais qu'il ne pourra travailler que s'il a *d'abord* le pouvoir et s'il le conserve. C'est donc l'objet premier de son action politique, le souci premier auquel tout le reste se subordonne. Maintenant il faut bien voir que les deux dimensions de la politique exigent des qualités humaines difficilement compatibles. Être un habile manœuvrier pour arriver au sommet ne qualifie absolument pas pour prendre les décisions les plus justes, avoir une clairvoyance politique générale, trancher des problèmes économiques. Et inversement, avoir des qualités morales et la compétence intellectuelle pour penser vraiment et éventuellement mettre en œuvre une authentique politique ne donne aucune chance pour arriver au pouvoir ! Je ne prétends pas donner une vue permanente de la carrière politique, mais de ce qu'elle est devenue dans un État moderne, c'est-à-dire en face de machines politiques, partis ou administrations, énormes et complexes. Maintenant, si nous reprenons le problème de la bureaucratie, nous voyons très vite que l'homme politique n'a aucun poids en face des bureaux. Il les connaît mal. Il a peu de moyens de se faire obéir, sauf en peuplant ces bureaux de ses hommes. Il conserve

évidemment un pouvoir de décision, mais purement théorique, d'autant que les bureaux savent parfaitement qu'il est incompetent. Seule l'appartenance au même parti politique peut éventuellement lui garantir la fidélité de ces fonctionnaires qui font leur carrière à eux. Et pourtant, il faut bien qu'il fasse confiance aux bureaux, puisque tout ce qu'il dira au parlement ou dans une conférence de presse, tous les arrêtés qu'il signera, provient d'eux. En outre, cet homme politique signe chaque jour des dizaines ou des centaines de pièces qu'il ne peut matériellement pas lire. Mais sa signature y est. L'homme politique est là pour endosser la responsabilité d'actes et de décisions qu'il n'a pas vraiment prises, dont il ne peut répondre puisque dans la pratique il ne les connaît pas, ou n'en connaît qu'un tout petit nombre. Et cependant il est aux yeux de l'opinion le responsable ! L'homme politique opposé au règne des bureaux n'est finalement qu'une espèce de bouc émissaire, rôle pour lequel l'initiative et la décision sont des plus limitées.

Propos
recueillis par Jean Vogel

Paru dans *Articulations* n°7, *Secouez-vous les idées*, automne 2000, Centre Socialiste d'Éducation Permanente.

PARAPHRASE BIBLIQUE

Les 10 commandements de la Démocratie

Je suis l'éternel ton dieu démocratie, qui t'ai fait sortir de l'esclavage. Respecte, ô peuple, mes commandements et tu jouiras de la justice et des droits de l'Homme. Mais si tu transgresses mes commandements, ma répression sera terrible.

- *Seule Démocratie, sur terre adoreras, / Capitalisme, ainsi, mondialiseras. / Richesse et pauvreté plus créeras.*
- *De révolution, en vain ne parleras. / Justice et droits de l'homme, toujours révereras. / Aux élus politiques, confiance feras.*
- *Six ans, l'état de droit, la loi, respecteras. / La septième année, librement voteras, / Mais comme changement, rien n'espéreras.*
- *Maître, patron ou chef, toujours honoreras / Jusqu'au jour où, chômeur, d'allocations vivras, / Puis nouvel employeur, patiemment chercheras.*
- *Propriétés des riches, point ne convoiteras / Et de réprobation, ne manifesteras. / Sinon, de la police, matraque sentiras.*
- *Richesses des nantis, jamais ne voleras, / Sinon, condamnation, en prison subiras, / Mais procès équitable, de l'état recevras.*
- *Travailleur, pour les riches, toujours plus produiras / et riche, toujours plus, produits consommeras, / ainsi légalement, peu ou beaucoup auras.*
- *Salarié, appauvri, argent emprunteras / Et à ton banquier, intérêts payeras. / Autrement, huissiers, police, affronteras.*
- *Employeur, enrichi, ton argent placeras / Et de ton banquier, intérêts toucheras. / Protection de tes biens, de l'état recevras.*
- *Riche propriétaire, bon loyer payeras. / Et pauvre locataire, gros loyer payeras. / Que tous ont mêmes droits, néanmoins tu croiras.*

Pour la fine bouche. Le deuxième des dix commandements de la bible (Exode 20 :4) dit : *Tu ne feras point de statue et tu ne te prosterner point devant elle.* Comme les églises catholiques sont néanmoins remplies de statues, les papes ont réalisé un tour de passe-passe : tout d'abord mettre les 10 commandements en vers (ainsi, le premier commandement qui dit *Tu n'auras pas d'autres dieux devant ma face,* est devenu : *Un seul dieu adoreras*). Ensuite supprimer purement et

simplement le deuxième commandement. Enfin, couper le dixième commandement en deux pour en avoir toujours dix ! On comprend mieux les iconoclastes lorsqu'on sait cela ! En fait le dixième commandement biblique dit : *Tu ne convoiteras pas la maison de ton prochain, ni la femme de ton prochain, ni son serviteur, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne, ni aucune chose qui appartienne à ton prochain (Exode 20:17)* C'est ce dixième commandement qui est coupé en deux dans la version catholique versifiée. Les papes et la hiérarchie romaine sont passés maîtres dans l'art de manipuler la foi des fidèles. Ceci n'était qu'un petit exemple. Mais les machiavéliques distillateurs de la Pensée Unique ont fait mieux encore : faire croire à des centaines de millions de gens que l'infâme ploutocratie où nous vivons, c'est de la démocratie, où tous ont les mêmes droits. J'espère que ces alexandrins rétabliront un peu de vérité !

Jean-Paul Depouhon

ÉDITIONS

Mujeres Libres

Femmes Libres

À l'initiative du groupe *Las Solidarias*, les *Éditions du Monde Libertaire* viennent de publier un superbe bouquin (de près de 400 pages) sur les **Mujeres Libres**, cette organisation de *Femmes Libres* qui apporta l'un des + de la révolution libertaire espagnole de 1936.

Parallèlement, dans la collection *Graine d'ananas* (Louise Michel, Michel Bakounine...), et en co-édition avec les *Éditions Alternative Libertaire*, sont publiés deux portraits de ces **femmes libres** encore vivantes : **Sara Berenguer** et **Pepita Carpeña**.

L'occasion de vous en dire davantage. Intro par Thyde Rosell du groupe *Bakounine* de la *Fédération Anarchiste francophone*.

Femmes libertaires, femmes en lutte... femmes libres !

J'ai pas vu, j'ai pas lu mais j'en ai entendu causer. *Mujeres Libres*, à peine citée dans l'histoire des femmes, non reconnue comme composante du *mouvement libertaire* espagnol par les anars eux-mêmes.

Les auteurs d'ouvrages relatant la révolution espagnole, les militants essayant d'en rendre compte dans la presse anarchiste ont du mal à définir ce mouvement : propos déformés, lesbianisme nié (1), intellectuelles ou ouvrières...

Et pourtant, *ce furent des milliers et des milliers de femmes qui s'émancipèrent et assumèrent la situation* (2). Plus de 20.000 femmes *s'ouvrirent comme des roses* (3) à la construction de leur émancipation en termes économiques, sociaux, culturels, éducatifs, guerriers ou médicaux. Le tout dans l'enthousiasme de la jeunesse, de la liberté, au nom de la vie enfin réinventée.

Dès l'origine, les *Mujeres Libres* considèrent le féminisme comme un mouvement politique visant la prise du pouvoir car aucune organisation de femmes ne remet fondamentalement en cause le fonctionnement de l'État espagnol ou le capitalisme. Ayant comme contre-modèle le courant féministe bourgeois et réactionnaire très actif en Espagne au cours des années trente les initiatrices de *Mujeres Libres*, formées à la CNT ou aux *Jeunesses Libertaires*, créeront une organisation de femmes se considérant comme une des composantes du *mouvement libertaire*.

Sans qu'on le sache, une révolution féministe était en train de naître, de la même manière qu'entre tous nous faisons une révolution sociale (4). Triples victimes : du capital, du patriarcat et de l'ignorance disent-elles en parlant de l'oppression féminine. Nous pourrions ajouter un quatrième joug : celui de la reproduction dans la sphère politique de la hiérarchisation des fonctions. Le *mouvement libertaire* n'y échappera

pas. *Mujeres Libres* subira de plein fouet désengagement, désintérêt, humiliation de la part des organisations anarchistes.

La chape de plomb du franquisme, le renouveau du féminisme des seventies, le silence tonitruant de l'anarchisme organisé ou non participent, chacun dans son domaine, à la méconnaissance de cet élan social, libertaire et féministe de ces milliers de compagnes espagnoles. En effet, *Mujeres Libres* chamboule les idées préconçues des hommes et des femmes quant à la révolution, la réforme ou "ce qui est bon pour le peuple". Ces femmes à peine alphabétisées (5) dérangent à la fois les tenants du patriarcat, les anars et semblent être ignorées des anarcha-féministes petites-filles de Simone de Beauvoir, de Simone Veil ou d'Emma Goldman (grosso modo héritières des courants intellectuels, citoyens et politiques du féminisme) méconnaissant les activités de leurs aînées qui ont inventé le premier mouvement *lutte de classes* de femmes de l'histoire ouvrière (6). Seules en Espagne, des compagnes se réapproprièrent, si ce n'est la méthode, du moins le nom. Une gageure !

Deux chercheuses universitaires, Mary Nash et Martha Ackelsberg ont ajouté leurs travaux à la voix quasiment inaudible de ces militantes libertaires : le mur de l'indifférence est lézardé. Un bon patchwork qui renoue avec l'origine de *Mujeres Libres* créée par une poignée d'intellos et d'ouvrières, toutes militantes syndicalistes libertaires...

En cette fin du XXème siècle, les vieilles compagnes bataillent pour l'extériorisation et donc la diffusion, la re-connaissance de leur mémoire collective. Et nous autres, au groupe *Las Solidarias*, nous nous en faisons l'écho. Avec émotion, en toute humilité, nous réapprenons leur et donc notre histoire, celle des non-dits, de la solidarité, d'un humanisme intégral, celle des découvertes !

Les femmes sortent de l'ombre

Un féminisme balisé à droite, au centre, mais ignoré par les populations ouvrières ou paysannes balbutie pendant ces années trente et s'épanouira pendant la révolution.

En 1932, l' *Action Catholique Féminine* déclare 38.000 adhérentes. 5.000 femmes madrilènes adhèrent à *Aspiraciones*, association religieuse antisémite, anti-communiste.

Les fêtes du Sacré-Cœur animées par des femmes en deuil sont offensives en 1932-33. L'extrême-droite utilise le vote des femmes instauré par la république. Les aristo-femmes tâtent même du cachot.

Dans cette ambiance, beaucoup pensent que ce sont les femmes de droite qui ont provoqué le changement politique de cette Deuxième République. Ces analyses, un peu simplistes, oublient l'abstentionnisme des anarchistes et des féministes, le départ des socialistes du gouvernement.

Sortir les femmes du moyen-âge où les ont maintenues la tutelle ecclésiastique et la misère sociale apparaît comme la toute première urgence pour les femmes républicaines, révolutionnaires et libertaires qui se consacrent à la santé, à l'enseignement, à la paix. Toutes s'abstiennent d'intervenir sur un terrain politique. Des féministes créent une revue *Cultura integral y feminima* (1933-36), une des premières voix à s'élever contre les camps de concentration nazis.

Petits perce-neige de la révolution quotidienne, au cours de la première apparition publique de la *CNT* à la foire du livre de Barcelone, des jeunes femmes vendent à la criée des ouvrages traitant de la maternité consciente (7). La revue *Estudios*, à l'avant-garde d'une campagne en faveur de l'éducation sexuelle et de l'émancipation féminine aura un tirage qui oscillera entre 65.000 et 75.000 exemplaires.

Avant 1936, seules deux femmes avaient leur permis de conduire à Barcelone. Malgré une législation favorable, il y eut très peu de divorces et le phénomène fut essentiellement urbain (8 mariages madrilènes sur 1.000) (8). Les ouvrières (surtout les célibataires) refusent les congés de maternité pourtant votés par un gouvernement "radical" ! À cette époque les femmes accouchent sur leurs lieux de travail. Beaucoup ont peur du licenciement ou de l'opprobre populaire quant à leur sexualité que l'obtention de congés de maternité mettrait en avant. Beaucoup redoutent un licenciement - la misère est telle que les femmes basques,

andalouses, asturiennes organisent des marches pour obtenir du pain au cours des grèves libertaires de l'été 34 - et/ou l'opprobre sociale (qui peuvent être liés) générée par la demande de congés de maternité trahissant l'exercice d'une sexualité.

Suite au soulèvement des Asturies d'octobre 1934 qui vit une femme communiste, Aida La Fuente, mourir la mitraillette à la main ; Margarita Nelken, militante du PCE, organise des meetings en France pour dénoncer la répression. La Pasionaria (basque et femme de mineur) participe à la création de *Infancia Obrera* pour sauver les enfants asturiens.

Les femmes de droite occupent le terrain politique et associatif alors que les républicaines se consacrent principalement à l'éducation. Le féminisme se divise, par delà des oppositions politiciennes (gauche-droite), essentiellement suite aux événements d'Asturie. La classe ouvrière y voit les prémices d'un renversement sociétal. La droite tremble : les féministes "apolitiques et indépendantes" dans leur journal *Mundo femenino* (1921-1936) déplorent *que trop d'énergumènes en jupes aient combattu et que les femmes de mineurs n'aient pas su retenir leurs hommes* (9). Historiens, voire socialistes et anarchistes, pensent que les femmes sont instrumentalisées par l'Église, qu'elles sont trop esclaves d'un mode de pensée étriqué et représentent en tant que corps constitué un danger pour les valeurs républicaines (10).

Le terrain politique est officiellement perdu pour une gauche féministe. Soit parce que les hommes considèrent les femmes dans leur ensemble comme irresponsables, soit parce que leur organisation est assujettie au mouvement ouvrier organisé : du Komintern, en passant par le front antifasciste verrouillé par le PCE. Les femmes s'épanouiront sur le terrain qu'elles auront choisi au cours de ces années : celui de l'éducation, de la santé, de la formation, de la solidarité... Un terrain rompant définitivement avec une vision linéaire, manichéenne de la libération individuelle ou collective. Un terrain miné pour une vision centraliste de la révolte ouvrière. Un terrain globalisant les exploitations économiques et patriarcales où germera l'émancipation individuelle. Un terrain où s'épanouiront les *Mujeres Libres* !

Les femmes au boulot ou à la ronéo !

De 1936 à 39, elles conduisent les tramways et négocient avec le syndicat des transports de Madrid l'ouverture d'une auto-école pour remplacer les compagnons partis au front. Elles ouvrent des centres de formation professionnelle, apprennent à tirer et à sauter en parachute. Elles sont contraintes de mendier auprès des syndicats le moindre local, le moindre subside pour... socialiser les usines, construire à l'arrière ou au front la révolution sociale.

Mujeres Libres peut se résumer dans ce propos de Pepita Carpeña : *Je n'avais pas été invitée, mais je les suivis. Pas invitée à la réunion cénétiste, pas invitée à décider du comment se battre, pas invitée à s'organiser. Et non seulement, les Mujeres Libres ont suivi l'action mais elles l'ont très souvent devancée. La petite couturière et ses compagnes construisent un mouvement social qui ne se contente plus d'alphabétiser mais éduque et forme politiquement des milliers de femmes. Elles créent des centres d'accueil pour les réfugiés. Elles organisent l'éducation des enfants. Elles ouvrent un centre de réinsertion pour les prostituées. Elles combattent la mainmise des staliniens sur les organismes féminins et de solidarité internationale (11). Elles donnent corps et sens à une véritable révolution culturelle et sociale. Et elles ne se sont pas trompées. En 1939, des groupes Femmes Libres existent dans plusieurs pays européens, leurs publications appellent les femmes à expérimenter une bisexualité. Elles se sentent capables de combattre au front, de participer à l'industrie de guerre, de gérer leur quartier... en l'absence des hommes.*

L'effondrement de tous les ressorts de l'État, de tous les subterfuges de l'autorité, laissait les femmes livrées à leurs propres forces et contraintes à résoudre elles-mêmes les problèmes gigantesques de leur propre existence (12). La révolution les transfigure. En quelques mois Mujeres Libres, par nécessité, s'affranchit de la tutelle syndicale ou politique. Elle embrasera le cœur des femmes et aucune, malgré la souffrance, la mort, l'exil ne regrettera cette expérience.

L'anarchisme : une révolution copernicienne... malgré les anars !

Quel bilan en tirons-nous aujourd'hui ? Une vie pleine d'enthousiasme, de rêves et d'utopies vaut des milliers d'attentes, de faux-semblants. Quoi qu'ils ou elles en pensent : elle et il sont issus de la révolution culturelle libertaire.

Lui, en créant un atelier égalitaire, en redonnant sa dignité au paysan, en tissant une solidarité de classe dans le quartier, à une époque où l'on pouvait être emprisonné pour un simple coup de pied, où le moindre sursaut représentait une menace pour une Église inquisitoriale ou pour un patronat protohistorique. Il a redonné de l'espoir à la classe ouvrière, il a mis à bas le joug en substituant à la charité, la solidarité, en égalisant les fonctions, en mettant dans la rue culture, sport, promenade, livre, théâtre et musique.

Elle a suivi, s'est imprégnée de cette autonomie intellectuelle et combative, a réintroduit cette collectivisation de la vie dans la sphère domestique, l'a sexuée. Elle est devenue femme malgré et grâce au *mouvement libertaire* ! Ni l'une, ni l'autre n'ont eu le temps de s'en apercevoir. Nous, simples spectatrice ou lecteur le sentons entre les lignes, le prévoyons.

Le *mouvement libertaire* espagnol, en quelques années a su conjuguer au présent section syndicale, formation intellectuelle et culturelle, a doté la jeunesse d'espaces libertaires. Et c'est parce qu'elles sont anarchistes, que des Saornil, Comaposada, Poch y Gascon fonderont *Mujeres Libres*, parce que les femmes ne participent pas assez à la lutte syndicale ou sont prisonnières de l'ordre établi.

La majorité des hommes espagnols, paraît ne pas comprendre le sens de la véritable émancipation ou dans quelques cas préfère que leurs femmes continuent à l'ignorer (13). Dès 1936, le *mouvement libertaire* est ainsi interpellé et placé face à ses responsabilités : ajouter à ses

propositions sociales et syndicales alternatives à l'exploitation économique des axes de réflexion, des principes sociétaux capables d'émanciper, de libérer, de construire les personnes dans leur globalité.

La CNT ignore trop l'émancipation féminine, au contraire de la bourgeoisie ou du stalinisme qui utiliseront sans vergogne la législation libérale ou l'entrisme prolétarien (14). Ce double flux freinera l'expansion de *Mujeres Libres* en terme d'aides, de reconnaissances, d'expressions et sera le meilleur exemple de la libéralisation sociale des mœurs, de ce désir de justice sociale qui émergeront au cours de ce soulèvement social. Comment visualiser cet élan révolutionnaire de quelques mois seulement si ce n'est à travers, non pas l'effort de guerre, mais cette volonté d'émancipation sociale, de mutualisation des compétences qu'ont su porter *Mujeres Libres*. Non reconnue, à peine tolérée par le *mouvement libertaire*, *Mujeres Libres* en éduquant les femmes, en les intégrant à la construction d'une société plus égalitaire leur donne les clés de leur émancipation. Elle outille les femmes du peuple et pas seulement les libertaires. Et de fait les libère et se libère de la tutelle masculine.

Ce ne fut pas facile. Elles ont des salaires de misère, quémandent des locaux, des trésoreries. Elles s'organisent vite malgré le manque de moyens, les pressions, la peur. Elles deviennent très rapidement une force propositionnelle et analysent dans leurs rapports, leur congrès, les enjeux de la guerre, du pouvoir, des oppositions politiques et syndicales. Elles conjuguent pragmatisme, sauvegarde des acquis, renforcement des socialisations et collectivisations avec la construction d'une société plus libre (15). Elle se veut *une force féminine consciente et responsable qui agira comme avant-garde de progrès pour que la femme puisse intervenir dans l'émancipation humaine, et qu'elle contribue... à la structure du nouvel ordre social* (16).

Le *mouvement libertaire*, prisonnier de schémas patriarcaux restera sourd à leurs propositions : en 1938, l'assemblée générale plénière du *mouvement libertaire* refusa d'intégrer *Mujeres Libres* sous prétexte qu'*une organisation féminine serait pour le mouvement un élément de*

désunion et d'inégalité, et que cela aurait des conséquences négatives pour l'essor des intérêts de la classe ouvrière (17) ! No comment...

En cela les hommes de la *CNT*, des *Jeunesses Libertaires* ont été des hommes de leur temps : de bons catholiques rationalistes, culs serrés et fils de leur *Môman*. Même aujourd'hui, les organisations anarchistes occidentales ont du mal à reconnaître les luttes anti-patriarcales ou l'appropriation des cultures populaires, comme fait émancipateur. Une hiérarchisation des revendications, une conception linéaire (nous pourrions dire masculine) de l'organisation renforcent les structurations patriarcales (le capitalisme en étant seulement un des aspects). *Mujeres Libres* aura eu le mérite de casser cette logique en étant à la fois organisation de classes et mouvement d'émancipation : chapeau !

Le timide appui qui nous a été accordé le fut toujours avec une lamentable condescendance (18). Il est évident qu'en 1936, les uns et les autres ne savent pas encore combattre la trilogie familiale malgré leur participation à la législation la plus libérale de l'époque (19). *Nos compagnons ne voulurent pas nous reconnaître comme la branche féminine du mouvement libertaire, nous reçûmes cette offense avec stupéfaction (20)*. Cette reproduction des oppressions humaines, ce refus de prendre en compte la sphère domestique, cette peur de perdre un pouvoir, sont universels et toujours aussi actuels. La transformation des rapports sociaux deviendra certainement un levier révolutionnaire pour combattre sérieusement les inégalités humaines et économiques... le jour où nous les concrétiserons, où nous les vivrons comme nos compagnes ont tenté de le faire.

Mujeres Libres a essayé de réunifier le corps social. Il est regrettable qu'un déni collectif ait occulté de notre mémoire libertaire et féministe cette expérience unique. Même les historiennes ou les révolutionnaires ignorent l'exemplarité de ce mouvement : est-ce-à-dire que, malgré leur désir de globalisation, la dichotomie est toujours de rigueur ? Les uns (les anars) ont réellement combattu le capitalisme et ses structures oppressives (l'État) tout en ignorant les ressorts profonds des oppressions spécifiques (le patriarcat). Les autres (les féministes

radicales) ont dénudé l'aliénation sexuée et ses cortèges oppressifs tout en conservant une organisation sociétale autoritaire. Il serait temps de coordonner, de reprendre à notre compte tous les outils capables de déstabiliser, de contrecarrer les aliénations humaines et leur corollaire - les oppressions économiques - dans des perspectives de recherches émancipatrices. Ce bouquin y participe : qui d'autre s'y colle ?

Du refus de l'émiettement à la féminisation de l'éthique libertaire

C'est un autre féminisme, plus substantiel, de l'intérieur vers l'extérieur, expression d'un genre, d'une nature, d'une complexité différente face à la complexité et à l'expression de la nature masculine (21).

Qu'on ne s'y trompe pas, Mujeres Libres est unique en tant qu'organisation libertaire. Elle appartient à la fois aux sphères syndicale, éducative, anarchiste, humaniste et féminine. Elle est partie prenante et autonome. Force centrifuge de transformation de la condition de la femme, elle lui offre un rôle actif dans la défense de la révolution sociale. Elle s'isole intellectuellement, de fait, de l'ensemble du mouvement libertaire tout en y participant. Anarchiste et anti-étatique sur les terrains féminins et humanistes, elle s'opposera systématiquement à leur assujettissement à la raison d'État ou au Komintern. Anarcha-syndicaliste, elle aura à cœur de construire une force féminine libertaire dans les usines. Anarchiste, elle construit des espaces de liberté. On se rendait compte que la liberté était nécessaire (22). Libres. Ils étaient libres d'inventer, de réaliser, de se battre et de permettre aux laissées pour compte de se découvrir. Le monde en s'émancipant se féminisait, s'ouvrait aux enfants (23). Ne mesurerons-nous pas les libertés publiques à l'aune du traitement de la marginalité (même si cette dernière est trop souvent majoritaire)!

Mujeres Libres transcendera la condition des femmes ouvrières et paysannes. En outillant *la guerre sociale* de compétences maternantes propres à la sphère domestique : soins apportés aux blessés, assistance aux réfugiés ou aux orphelins, création de dispensaires, de colonies... *Mujeres Libres* met à mal une vision linéaire de la révolution. Ces femmes ont concrétisé ou tenté de le faire ce pourquoi des milliers d'ouvriers, de paysans combattaient : la solidarité devint un ciment sociétal. Ainsi le féminin rejoint le masculin dans la mêlée révolutionnaire. Bravo !

La revue, les tracts appelleront autant les femmes à apprendre à tirer au fusil, à travailler en usine qu'à apporter toutes leurs compétences féminines en matière de solidarité citoyenne. *Mujeres Libres* a libertarisé la solidarité qui devient ainsi un acte fondateur d'une transformation sociale. *Celles qui avaient fait des études, ignoraient l'humanisme, le sens collectif et la solidarité. Elles l'apprendront au contact des ouvrières, du peuple, dans les groupes de Mujeres Libres* (24). Nous ajouterons, parce qu'elles ne le disent pas, le courage qui leur fallut collectivement et individuellement pour vivre pleinement leurs libertés (25).

En éduquant, en valorisant socialement, culturellement des femmes soumises à l'époux, à l'Église, *Mujeres Libres* donne sens à une révolution sociale et libertaire. Ce seront donc des femmes anarchistes qui à travers une *Institution anarchiste révolutionnaire* (26) formeront des milliers de femmes à leur propre émancipation et créeront ainsi les bases d'un féminisme populaire libertaire. Cette mise en acte devance leurs propres discours.

De nombreux témoignages de ce livre refusent le label féministe opposé au masculin ou apparenté aux idéologies bourgeoise ou étatique. Ces femmes intègrent toutes leur émancipation à celle de la classe ouvrière et paysanne et la relie à celle de leurs compagnons. Elles se réclament de la complémentarité : *L'apport de la femme est nécessaire parce que nous avons compris et encore maintenant qu'il ne pouvait y avoir de révolution sans convergence de lutte entre hommes et femmes* (27). Elles abordent peu, sur un plan théorique, l'oppression patriarcale, mais

en construisant au présent, malgré la guerre, une société plus juste, elles créent les conditions sociales et culturelles de son dépassement.

Dans *Toda la Vida* ou *Libertarias*, nous les voyons prendre conscience de leur oppression spécifique et intégrer leur révolte, leur volonté d'émancipation à la sphère politique. Espace qui fut interdit à leurs héritières des *seventies* qui durent se construire dans une schizophrénie organisationnelle : d'un côté le mouvement féministe, de l'autre les anars ou le syndicat. Au cours de ces années trente, ce sera le grand mérite du *mouvement libertaire* espagnol que de toujours, par-delà ses réticences, son opposition parfois viscérale, de fédérer les énergies sociales... quand elles ne remettent pas en cause son fonctionnement centraliste. En l'espèce *Mujeres Libres* a autoproclamé son attachement au *mouvement libertaire*.

Les cénétistes espagnols de 36 étaient-ils anars malgré eux (28) ?

Moins populaires et non intégrés à la lutte des classes, les mouvements a-patriarcaux contemporains rejoignent de fait l'analyse de *Mujeres Libres* sur la complémentarité, l'identité de genre, une appréhension masculine des espaces politiques, la valorisation publique des rôles féminins (29).

Féminisme ? Non, humanisme intégral !

Les postulats de Mujeres Libres furent et sont toujours uniques dans leur formulation, ils embrassent en effet la problématique féminine dans sa globalité (30).

Mujeres Libres s'adresse à chacune, en se voulant une composante autonome de la sphère libertaire. Et pourtant, les compagnes anarchistes ne sont pas toutes à Mujeres Libres. Malgré une sororité issue de la même expérience sociale, toutes les femmes libertaires ne participent pas à ce mouvement spécifique.

Elles ne sont pas toutes d'accord, elles n'ont pas eu le temps nécessaire d'y réfléchir (il n'y eut qu'un seul congrès). Federica Montseny, dans

ses écrits, défendra les thèses universalistes, représentatives de l'asexualisation de l'éthique libertaire (31). Amparo Poch y Gascon liera son militantisme féministe à ses activités médicales (32). Lucia Sanchez Saornil co-fondatrice de Mujeres Libres, à la fois standardiste, poétesse et peintre est une figure emblématique du féminisme libertaire à la fois culturel et populaire. Elle écrira pratiquement tous les articles non signés de la revue, rédigera les rapports nationaux et participera activement à Solidarité Internationale Antifasciste.

Baignées par un rationalisme mettant le bien-être dans le giron du progrès technique et l'égalité sociale, une éthique de vie quasi ascétique, coincées par le poids de l'Église et de la famille, ces femmes ont fait ce qu'elles ont pu avec leurs compétences, leurs idéaux, les réalités sociales. Elles ont su transformer des inégalités, des dévaluations en outils révolutionnaires. Les femmes ne travaillent pas : elles ont donc tout leur temps pour se mettre au service de la révolution. Les hommes nous maintiennent dans nos rôles maternels, nous collectiviserons notre compassion maternante. Les compagnons nous retirent du front : nous serons solidaires à l'arrière.

Ainsi par l'action, est né cet humanisme intégral alliant luttes de classes, libération du patriarcat et solidarités inter-personnelles. Les femmes occupent le terrain abandonné par les hommes : la rue, les champs, l'atelier et... la culture. Elles parlent, écrivent, versifient, dessinent (33).

Au cours de ces trois années, tous les débats traversant le mouvement féministe contemporain ont été abordés : parité des travaux et des rôles sociaux, prise en charge par la collectivité des tâches domestiques, ouverture ou stratégie d'autodéfense des organisations politiques, universalité ou spécificité. En politisant la sphère affective (soutien aux femmes victimes de l'analphabétisme, de la prostitution, de la maternité, de la famille), *Mujeres Libres* a intégré à la lutte des classes des valeurs morales universelles et solidaires appartenant jusqu'ici au réformisme, à la religion ou à un problème futur révolutionnaire ! En s'adressant immédiatement à l'ensemble des populations féminines et non aux seules militantes elles ont offert au

mouvement libertaire une globalité jusqu'alors repoussée à des lendemains... qui déchantent. En quelques mois elles ont inventé, façonné, rêvé ce pourquoi les êtres humains luttent : des égalités sociales, des rapports humains transformés.

D'aucuns diront que vos revendications datent, qu'aujourd'hui elles ne se posent plus (pour quelques occidentales). D'autres s'arrêteront à la forme et vous renverront à l'histoire ou au rêve éveillé : vos actions n'ayant pas été à la hauteur de vos ambitions. Certains et quelques unes, comme moi, en vous découvrant, nous contextualiserons vos préoccupations partagées par des millions de femmes en matière d'éducation, de formation, de santé, d'indépendance économique, de travail social. Enjeux fondamentaux pour l'émancipation humaine que la mondialisation économique de la vie tente de transformer en marchandise !

Nous analyserons la vacuité de certains objectifs dits *émancipateurs* et toujours reproducteurs d'inégalités s'ils ne sont pas ébauchés ou réalisés.

Merci à vous ! Merci de vos combats passés, de ce travail de mémoires plurielles !

En vous laissant conclure : *Les fondatrices de Mujeres Libres en Catalogne, sur la fin de leur vie, font confiance aux nouvelles générations pour poursuivre leur lutte jusqu'à la pleine libération de la femme, il reste encore beaucoup à faire pour y parvenir* (34).

Thyde Rosell

Fille et nièce de militants cénétistes et des jeunesses mais qui n'a entendu parlé des *Mujeres Libres* que sur le tard.

(1) Dans *Le Combat Syndicaliste* nE211, Miguel Chueca dans un article sur *Mujeres Libres* ne peut s'empêcher d'évoquer sans le nommer le lesbianisme de Lucia Sanchez Saornil, il préfère parler *d'attirance pour les femmes*. J'ai pourtant vérifié dans le dictionnaire ce mot existe. La route est longue, camarades !

(2) Interview de Suceso Portales dans *De toda la vida . Des femmes libres dans la révolution espagnole.*

(3) Interview de Sara Berenguer dans *De toda la vida.*

(4) Pura Perez. p 33.

(5) En 1930, 50 % des femmes sont analphabètes. La IIème République scolarise les garçons en vue de leur participation à l'industrie et alphabétise les filles réclamées seulement par les entreprises textiles, les tâches ménagères rétribuées ou pas, l'agriculture. En 1936/39, 4 % des femmes déchiffrent difficilement le castillan, maîtrisent les opérations de base.

(6) Pour la petite histoire, la traduction en français de *Toda la Vida* est une initiative de *copines de la commission femmes de la FA* ou de militantes de la *Fédération Anarchiste*. Une émission féministe sur *Radio Libertaire* a repris le nom de *Femmes Libres*.

(7) Témoignage de Lola Itturbe dans *Toda la vida.*

(8) D'après Inès Alberdi dans *Historia y sociologica del divorcio en Espana.*

(9) Cité par Danièle Bussy Genevois, *histoire des femmes, XXème siècle*, chapitre 6 p.177, Plon éditeur.

(10) *En ayant gagné, nous avons perdu. Telle est la réalité. Reconnaissons que nous avons manqué de sens politique même si nous avons été en accord avec un postulat (le droit de vote accordé aux femmes) de notre parti*, El Socialista du 2 octobre 1931.

(11) Personne ne niera le courage d'une Pasionaria mais personne non plus ne niera l'instrumentalisation des organisations féminines par le parti qui n'aura de cesse d'exclure les femmes du POUM de toute initiative collective ou de nier toute démarche révolutionnaire : priorité est donnée à la lutte antifasciste et à l'annihilation de toute organisation sociale autonome capable de se substituer à l'État !

(12) Lucia Sanchez Saornil in *CNT* n°531.

(13) Extrait de *Mujeres Libres* n°1.

(14) L' *Association des Femmes Antifascistes* à laquelle adhèrent des députées est sous l'obédience de Dolores Ibarruti. Elle organise le travail des femmes en

usine et l'aide internationale. L' *Union des Muchachas* (direction communiste) organise les femmes à Madrid et défend la ville assiégée.

(15) Par exemple : elles appelleront à l'embauche prioritaire des chômeurs (déjà formés) tout en créant des écoles professionnelles ou des brigades féminines de travail. Elles défendent l'égalité salariale tout en acceptant des sous-rétributions Elles défendent réellement les propositions et le fonctionnement de la *CNT* tout en construisant une force sociale féministe.

(16) Statuts.

(17) Cité par Mary Nash dans *Femmes libres*.

(18) Rapport de la fédération nationale *Mujeres Libres* aux comités nationaux du mouvement libertaire rédigé par Lucia Sanchez Saornil.

(19) La IIème république donne le droit de vote aux femmes, offre le divorce, reconnaît également enfant légitime ou adultérin. Montsenny, ministre de la santé, impose la loi sur l'IVG.

(20) Conchita Liano Gil.

(21) Voir *Mujeres Libres* nE1.

(22) Témoignage de Pepita Carpeña dans *Toda la vida*.

(23) N'oublions pas que parallèlement à l'émergence d'un mouvement féminin libertaire, partout fleurissaient des centres éducatifs tentant de libérer l'enfance de la tutelle étatique ou religieuse. Une étude approfondie pourrait peut-être faire émerger des parallèles, des constructions semblables et pourquoi pas reproductibles au monde contemporain.

(24) Sara Berenguer.

(25) Le film de Vicente Aranda, *Libertarias* (1996), rend parfaitement compte du courage qu'ont eu toutes ces femmes pour s'émanciper de la tutelle familiale, religieuse ou organisationnelle et de leur combat pour sauvegarder leurs espaces de liberté contre les intérêts supérieurs de la guerre !

(26) Pura Perez.

(27) Témoignage de Sara Guillem dans *Toda la vida*.

(28) Attitude partagée par certains militants anarcho-syndicalistes contemporains. Pour exemple : Miguel Chueca dans *Le Combat Syndicaliste* nE212 rend compte de la publication du livre de Martha Ackelsberg sur *Mujeres Libres* et minimise les difficultés de *Mujeres Libres* à être reconnue par le *mouvement libertaire* (surtout ne pas toucher à la révolution). Martha Ackelsberg in *Libre Pensamiento* nE32 se satisfait d'une analyse historique de *Mujeres Libres* Ni l'une, ni l'autre ne relève pas en quoi l'organisation ne prend pas en compte les luttes émancipatrices, en quoi sa centralité idéologique est un rempart à la libération des personnes.

(29) Se reporter aux articles de Guillaume (groupe Durruti) *Les anarchistes seraient-ils queer sans le savoir?*, *Le Monde Libertaire* 1210 et de Daniel Welzer-Lang *Encore un effort camarades*, *Le Monde Libertaire* nE 1208.

(30) Conchita Liano Gil.

(31) Mary Nash dans *Femmes Libres* résume ainsi la pensée de Federica Montseny qui participa aux travaux de *Mujeres Libres* mais qui divergeait avec elles sur la pertinence d'une organisation spécifiquement féminine : *La solution au problème de l'émancipation des sexes se trouverait alors dans un auto-dépassement de*

l'individu qui lui permettrait d'arriver à créer un être humain nouveau.

(32) Elle fut la directrice del Case de la doña : centre de protection maternelle et infantile. N'oublions pas que les MST font des ravages et que la santé n'est pas un droit acquis pour tous. Elle écrira des textes sur la prise en charge collective de la santé dans les publications libertaires.

(33) N'oublions pas que peu maîtrisent le castillan. Son apprentissage est fondamental pour s'exprimer en public.

(34) Conchita Liano.

NOTE DE LECTURE

Lucio l'irréductible

L'histoire de Lucio Urtubia, c'est l'histoire de ces militants libertaires antifranquistes de la seconde génération. L'histoire de ceux qui étaient trop jeunes pour participer aux combats de la révolution de 1936 mais qui ont néanmoins été marqués par le drame et les douleurs de la défaite puis de la chape de plomb du régime franquiste. L'histoire de ceux qui parce qu'ils étouffaient de misère, d'humiliations et de soumission dans l'Espagne des années quarante et cinquante ont choisi l'exil puis la lutte clandestine contre le régime franquiste.

L'histoire de Lucio c'est l'histoire de ceux-ci. Peut-être avec un peu plus d'audace, de courage et de risque que la majorité de ses camarades d'infortune. En 1936, Lucio avait 5 ans. Et parce que fils de paysan pauvre républicain, ce petit basque compris vite que le soleil ne brillait pas pour lui ni pour tous les "rouges" de son espèce dans l'Espagne des lendemains de la Seconde guerre mondiale. Alors, un soir d'août 1954, Lucio traverse la Nive pour s'exiler en France et se retrouver maçon à Paris.

La suite, c'est le fait de hasards et de rencontres. La rencontre avec des militants de la *CNT* en exil sur les chantiers qui l'amène à rejoindre le groupe des *Jeunesses libertaires* et puis surtout, un beau matin de 1957, la rencontre avec *El Quico*, avec Sabaté que les copains lui demandent d'héberger un moment dans son petit appartement de Clichy. À partir de ce moment la vie de Lucio prend un tournant irrémédiable. Au contact de Sabaté, il se forme et réalise ses premiers coups. Il comprend que la lutte antifranquiste a besoin d'hommes d'action, d'armes, de faux papiers et d'argent pour réorganiser les réseaux en Espagne, payer le matériel de propagande, aider les familles des prisonniers et fournir des avocats à ces derniers.

Jusqu'au début des années quatre-vingts, la vie de Lucio est rythmée par cette double vie de maçon la journée et de travailleur de la nuit au service du mouvement libertaire. Tout est bon pour alimenter les

caisses de la lutte antifranquiste. Contrebande, *reprise individuelle*, enlèvement, impression de faux papiers, de fausse monnaie et de traveller's chèques rythment l'activité du militant de l'ombre Lucio.

Une vie bien remplie que nous raconte Bernard Thomas qui a eu la chance de recueillir les confidences de Lucio aujourd'hui responsable de l'*Espace Louise Michel* dans le XXème arrondissement de Paris. Au fil de son histoire on revit toutes les grandes affaires de la lutte antifranquiste : l'épopée de Sabaté (1), l'affaire Granado et Delgado, les actions menées par les GARI mais aussi le soutien au peuple algérien en lutte pour son indépendance ou encore un projet inabouti en compagnie de Che Guevara...

David (FA Lyon)

Lucio l'irréductible, Bernard Thomas, Éd. Flammarion, 331 pages, 139 ff, disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (+10% de port).

(1) Pour en savoir plus sur l'épopée de Sabaté se reporter à *Sabaté, guérilla urbaine en Espagne (1945-1960)*, Antonio Téllez Solà, éditions Repères-Silena, 1990.

EN MOUVEMENT / BELGIQUE

Femmes contre le harcèlement

11 novembre 2000

Journée des Femmes

Dans 75% des cas, il s'agit de femmes. Cette forme de violence a des conséquences désastreuses sur la santé physique et mentale des victimes. À l'occasion de la *Journée nationale des Femmes*, le **samedi**

11 novembre 2000, l' *Association 29 rue Blanche - Mouvements de Femmes* fera le point sur la situation, sur les moyens de lutte et de prévention et sur les mesures légales à mettre en place.

*Le harcèlement moral en entreprise est toute conduite abusive se manifestant par des comportements, des paroles, des actes, des gestes, des écrits unilatéraux de nature à porter atteinte à la personnalité, à la dignité ou à l'intégrité psychique d'une personne, à mettre en péril son emploi ou à dégrader le climat de travail. C'est la définition élaborée par Marie-France Hirigoyen, psychiatre, psychanalyste et psychothérapeute familiale, dans son livre *Harcèlement moral, la violence au quotidien* (Éditions Syros, 1999), un best-seller vendu à plus de 180.000 exemplaires qui a permis à des milliers de personnes de prendre conscience du harcèlement qu'elles subissent.*

En Europe, un travailleur sur dix a subi dans le cadre de son travail du harcèlement (ou "psycho-terreur"). 12 millions ou 8 % des travailleurs européens sont victimes de brimades. L'accroissement de ce phénomène social trouve son origine dans la dégradation généralisée des conditions de travail, la persistance d'un chômage important, l'éclatement des statuts professionnels (intérimaires, contrats à durée déterminée...), les cadences et la flexibilité accrues du travail et l'érosion des liens de solidarité entre l'ensemble des travailleurs.

Dans tous les cas et partout dans le monde, le harcèlement moral et/ou sexuel sur le lieu de travail frappe principalement les femmes. Elles sont d'autant plus vulnérables qu'elles occupent des emplois atypiques, précaires, à temps partiel, en noir et subissent le chantage à l'emploi.

Or, le harcèlement a des conséquences graves pour les victimes. Les femmes harcelées sont isolées, affaiblies moralement, risquent la dépression ou, plus grave encore, peuvent présenter des tendances suicidaires. Parfois elles finissent par abandonner leur emploi (et perdent donc leurs droits sociaux) ou par se faire licencier. Le découragement et la crainte d'être à nouveau confrontées au harcèlement les maintiennent ensuite hors du marché du travail pour une longue durée ou pour toujours. Les femmes subissent de cette

manière le poids des mentalités archaïques qui les cantonnent dans les tâches traditionnelles de production domestique.

Le harcèlement semble aujourd'hui s'étendre

Or, il n'existe pas de structures d'aide et d'accueil spécialisées et l'arsenal juridique est relativement faible dans notre pays. Dans le cadre du harcèlement sexuel, un arrêté royal de 1992 prévoit, entre autres, la création de la fonction de *personne de confiance* dans l'entreprise et une loi de 1998 permet d'incriminer le harceleur quand la passivité de l'employeur n'est pas en cause. Une proposition de loi a été déposée en avril 2000 qui déplace la charge de la preuve de la personne harcelée vers son employeur, en d'autres mots, c'est à ce dernier de prouver qu'il n'y a pas eu violation de la loi. Mais l'engagement d'une action judiciaire à l'encontre de son employeur est chose délicate et aboutit parfois au licenciement.

À l'occasion de la *Journée Nationale des Femmes*, l'*Association 29 rue Blanche - Mouvements de Femmes* analysera la situation en Belgique et les moyens d'action individuels et collectifs à mettre en place.

Association
Mouvements de Femmes
29 rue Blanche, 1050 Bruxelles
02/538.47.73

COURRIER

Euthanasie et pouvoir médical

La mort ne sera jamais que ma mort.

Nouvel abonné à *Alternative Libertaire*, je vous fais part de deux ouvrages idéologiquement incorrects (dont je suis l'auteur) consciencieusement occultés par les pouvoirs médicaux et religieux...

Vivre librement sa mort

La façon dont les sociétés ont traité leurs morts a toujours constitué l'un des critères premier du niveau de leur civilisation. La façon dont la société française traite aujourd'hui ses mourants est scandaleuse. La France est l'un des derniers pays occidentaux à refuser tout débat sur l'euthanasie. Ce terme qui veut pourtant dire, *la bonne ou belle mort*, doit être *banni*, selon l'ancien secrétaire d'État à la Santé, Bernard Kouchner. Pour Bernard Debré, médecin réputé et homme politique, admettre légalement l'euthanasie serait *la pire des déviances*.

La question euthanasique met pourtant en évidence les interrogations et les inquiétudes de l'homme occidental face à la mort médicalisée à laquelle le pouvoir médical l'oblige à s'affronter. Mais de quoi parlons-nous ? De ces euthanasies honteusement et clandestinement "administrées" quotidiennement dans les hôpitaux de notre pays, à l'insu des patients ? Ou du *droit de mourir* que revendiquent légitimement certains Français qui désirent ne pas terminer leurs jours dans un état de déchéance intolérable pour eux et pour leurs proches, dans des souffrances insupportables ou dans un état de démence sénile ?

Il reste à nos concitoyens, favorables à plus de 80% à l'*aide à mourir*, pour eux et pour leurs proches, à conquérir le droit d'être informés de leur état et la liberté de choisir leur mort. En l'absence de toute *médecine de fin de vie* institutionnalisée au sein même de l'hôpital (*soins palliatifs*), les médecins ont pris l'habitude de décider unilatéralement la façon dont chacun d'entre nous doit mourir : soit au terme d'un acharnement thérapeutique inhumain, soit par la mise en œuvre d'une euthanasie camouflée et illégale.

Aider, à sa demande, une personne à mourir, ne doit plus être considéré comme un meurtre. Il est donc nécessaire de changer la loi.

Choisir sa mort ne relève pas de la médecine mais d'une exigence éthique personnelle. Le droit de mourir ressort de l'élémentaire liberté de la personne humaine, fondement premier du Droit. Il concerne tous et chacun d'entre nous. La France échapperait-elle à ce débat ?

L'ouvrage est préfacé par le Docteur Bernard Senet, généraliste connu pour ses prises de position publiques en faveur du droit pour chacun de choisir le moment de sa mort alors que n'existe plus pour lui aucun espoir de rémission.

André Monjardet

Vivre librement sa mort, Éditions de l'Harmattan, Paris.

Interview de l'auteur

- Pourquoi peut-on dire aujourd'hui que l'euthanasie constitue un problème de société ? Pourquoi maintenant plus qu'hier ou avant-hier ? La mort et son approche ne relèvent-elles pas des éternelles questions que se pose l'homme depuis qu'il est homme... et qu'il enterre ses morts (ce qui semble avoir constitué le plus ancien critère de son humanité, sa plus ancienne démarche spécifiquement "humaine"). Pourquoi donc aujourd'hui ?

Quant au suicide, il semble aussi qu'il ait été pratiqué par les hommes depuis la nuit des temps. Mais "l'euthanasie", qui veut dire "le bien mourir", précisément à l'opposé de la "mal mort" du suicidé, n'a-t-elle pas de même été préconisée et pratiquée depuis longtemps ? Pourquoi en parle-t-on davantage maintenant ?

Essentiellement parce que l'on meurt de moins en moins chez soi et de plus en plus souvent à l'hôpital (80% de nos concitoyens). Comme la vie se trouve de plus en plus régulée par la médecine, le plus souvent pour le meilleur (l'espérance de vie doublée en quelques décennies), mais parfois aussi pour le pire (l'acharnement thérapeutique), la mort

elle-même s'en est trouvée presque entièrement "médicalisée", c'est-à-dire sous le contrôle de la science médicale spécialisée. L'être humain est devenu un "sac d'organes". La mort ne survient plus dans un climat convivial dans lequel la famille et le médecin de famille ("généraliste") jouaient un rôle d'accompagnement majeur, elle tombe souvent comme un couperet actionné par un spécialiste (ou une équipe médicale) quand il sait "qu'il n'y a à plus rien à faire". Ce médecin est humainement totalement étranger au mourant, ignorant tout de ses désirs, de son tempérament, de ses volontés... On peut donc parler aujourd'hui de *médicalisation* de la mort comme on a parlé de *médicalisation* de la vie, de toute la vie, depuis l'entrée dans la vie, à la naissance... jusqu'à l'entrée dans mort.

C'est dans ce nouvel environnement, qui s'est massivement développé depuis une vingtaine d'année dans nos pays occidentaux, que la question euthanasique doit être posée. De fait, l'euthanasie est pratiquée en France quotidiennement dans les établissements de soins. Et le plus souvent à l'insu des "patients". C'est donc d'abord pour dénoncer l'hypocrisie qui règne dans ce domaine qu'il faut parler de l'euthanasie. Le refus d'en débattre fait que paradoxalement, aujourd'hui, celui qui demande que soit abrégée une vie qui, pour lui, ne vaut plus la peine d'être vécue (le plus souvent en phase terminale d'une maladie incurable) se voit opposer un refus de principe absolu (même s'il y a des "arrangements" possibles selon la personne que vous êtes - relations, fortune, etc.) tandis que de nombreuses personnes qui n'ont rien demandé sinon de continuer à "vivre" (coûte que coûte ?), se voient "euthanasiées" clandestinement. Le seul et unique critère de ces euthanasies est que "cela ne se sache pas". *Euthanasies consenties* en fonction des personnes, *euthanasies sur ordonnance* (mises en œuvre par des infirmières qui supportent de plus en plus difficilement la mise à mort qu'on leur intime d'exécuter), euthanasies de riches, euthanasies de pauvres, *euthanasies administratives* honteusement pratiquées, toutes les formes d'euthanasies existent aujourd'hui en France.

Il reste qu'officiellement la pratique euthanasique, définie comme un crime par la loi française, doit être poursuivie en Justice et elle est passible des peines les plus sévères.

Aider quelqu'un à mourir est criminel. S'étonnera-t-on, dans ces conditions, du silence total des instances officielles du corps médical et du refus des pouvoirs publics de sortir la tête du sable en matière d'euthanasie ? Il s'agit ici d'un sujet tabou et tout est fait de la part des uns comme des autres pour en occulter la constante pratique. Et les uns et les autres de s'accorder sur un seul point : "surtout, ne pas légiférer".

- Pourquoi faut-il donc légiférer et sur quoi ? Quelles sont les vraies questions qu'il faut poser ?

Les adversaires de toute législation en matière d'euthanasie tiennent le raisonnement suivant : *On ne saurait introduire une loi dans les rapport interpersonnels d'un médecin et d'un mourant. Et d'abord comment légiférer dans un domaine où n'existent que des cas particuliers ?* Chaque mourant n'est-il pas différent, une personne à part entière. On ne légifère valablement que pour l'universel. Une loi risquerait d'engendrer des dérives, des dérapages. On "euthanasierait" peu à peu pour des raisons de moins en moins avouables. Ce serait de l'eugénisme... Laissons donc chaque médecin décider au plus intime de sa conscience d'homme et d'homme de science !

Tel est le discours que développent les tenants du Pouvoir Médical à chaque fois que l'éventualité d'une législation concernant l'euthanasie est évoquée, qu'il s'agisse de *dépénalisation*, de *démédicalisation* ou a fortiori de *légalisation* de l'euthanasie. C'est qu'il ne vient jamais à l'esprit des médecins (à quelques exception près) que la médecine est au service de l'homme et non l'homme au service de la médecine. Forts et fiers d'une science médicale de plus en plus "performante", beaucoup de médecins en sont arrivés à penser que leur science (qui n'est pas une science exacte), on préférerait leur *art* ou leur *discipline*, peut venir à bout de toute maladie. Dans cette optique, pour beaucoup de médecins, la mort est d'abord considérée et perçue par eux comme un échec. La surmédicalisation de la vie a fait que la mort, en milieu hospitalier, est

devenue un tabou. La mort doit y être cachée, furtive, presque clandestine.

Le médecin est avant tout et exclusivement au service de la vie ; on ne saurait lui demander de faire "œuvre de mort", de "donner la mort", s'étranglent scandalisés les hiérarques médicaux. Mais le dit médecin a-t-il jamais pensé que la vie, en l'espèce, c'est la vie de cette personne qu'il a en charge médicalement et que cette personne peut avoir sur sa propre vie un regard différent que celui qu'il porte sur le "patient" qu'est devenue entre ses mains cette personne. Les adversaires de l'euthanasie volontaire, c'est à dire voulue et demandée par telle personne et pratiquée à sa demande, rappellent les adversaires de l'avortement : pour les uns comme pour les autres, il faut respecter avant tout la vie, comme si la vie n'était pas d'abord celle de cette femme qui choisit de ne pas mettre au monde pour des raisons dont elle est seule juge et responsable, comme si la mort n'était pas d'abord la mort de tel être humain qui choisit de ne pas terminer sa vie comme un légume inconscient... pompé, aspiré, ventilé, nutri, intubé, perforé de toutes parts.

Si donc il est nécessaire de légiférer en matière d'euthanasie, ce n'est donc, bien évidemment pas, pour le corps médical qu'il faut le faire, mais pour faire droit à une liberté individuelle non encore reconnue par le **droit**. Que les médecins se rassurent ! Une loi ne va pas être promulguée leur précisant en détail une liste de *cas* pour lesquels il pourront procéder à l'euthanasie en toute légalité ! Mais le Pouvoir Médical est tellement prégnant dans nos sociétés de consommation et de compétitivité où il faut absolument *être en forme* et performant, aux affaires comme au lit, qu'il ne se rend même plus compte que lorsqu'on parle de légiférer en matière d'euthanasie, on ne parle pas des médecins mais de leurs *patients* ! Car ce n'est pas en fonction de leur profession mais en fonction des droits de la personne qu'une loi est devenue nécessaire pour mettre de l'ordre dans un domaine où parce qu'ils savent (ou croient savoir), les médecins sont persuadés que leur savoir leur permet d'exercer quelque pouvoir sur les personnes qu'ils "soignent" !

L'euthanasie ne relève pas de la médecine, mais de l'éthique. La mort est chose trop grave pour la laisser au pouvoir discrétionnaire des médecins ! La mort ne sera jamais que **ma** mort. La façon d'y accéder m'appartient comme m'appartient **ma** vie et la manière de la conduire. À cet égard, il faut dire haut et fort, au risque de scandaliser, que le médecin n'est jamais qu'un *prestataire de service* vis-à-vis de son patient.

Ce n'est pas pour les médecins qu'il faut légiférer. C'est pour moi.

Le droit de mourir (et très précisément, pour telle personne, d'être aidée à mourir à **sa** demande lorsque les conditions de **sa** vie lui sont devenues insupportables et alors qu'elle est atteinte d'une maladie irréversible et incurable), doit être considéré comme un droit inaliénable de la personne humaine. Il reste à notre société, et à le conquérir, et à l'honorer.

Et même si, comme on l'entend parfois, seule une infime minorité de gens était concernée par une telle loi, la société doit se faire un devoir de la promulguer.

André Monjardet

La Peyrouse, 05000 Chateaufieux

andre.monjardet@wanadoo.fr

<http://www.multimania.com/jpchart/ameutha.htm>

*Lettre ouverte à ceux qui me prennent toujours pour
le Fils de Dieu !*

Autobiographie de Jésus de Nazareth

Pétri, qu'il le veuille ou non, comme tout occidental, de culture judéo-chrétienne, l'auteur voudrait simplement remettre à l'heure les pendules des religions monothéistes et très particulièrement celles de

la religion chrétienne alors que l'humanité sort péniblement, dans les larmes et dans le sang, de l'âge ingrat du pouvoir patriarcal et clérical pour aborder l'âge adulte. Les hommes sont devenus les seuls vrais maîtres de leur destin ; il est temps pour eux de se libérer des angoisses archaïques, des peurs séculaires et des croyances mythiques qui, orchestrées par les religions, les opposent encore plus ou moins violemment les uns aux autres. Le troisième millénaire s'approche sous d'inquiétants auspices : bientôt 6 milliards d'êtres humains dont plus du quart s'enfoncent chaque jour davantage dans la misère, un fossé qui s'accroît entre des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres, l'inconscience d'une *pensée unique* qui livre, à la seule loi du Marché, l'économie mondiale, l'omnipotence de l'Argent-Roi devenu le seul vrai Dieu de la planète, le retour des nationalismes et la course effrénée aux armements les plus meurtriers. Rejetant les vieux clivages religieux et idéologiques, sources de divisions et de haines, l'heure n'a-t-elle pas sonné pour les hommes d'entrer dans l'ère de la fraternité mondiale. Jésus de Nazareth et ses amis, s'inscrivant dans une longue lignée d'*hommes de bonne volonté* et de *justes*, avaient ouvert la voie. Malheureusement, les chefs de ceux qui allaient s'appeler les chrétiens devaient détourner le message évangélique au profit de l'institution d'une idéologie religieuse qui, sous le nom de *christianisme*, devait s'avérer l'une des religions les plus sanglantes de l'Histoire. Leur prétention de dire la vérité sur tout l'homme et à tous les hommes de tous les temps, leur vision totalisante de l'histoire du monde et de l'humanité ont fait du monothéisme religieux le prototype de toutes les idéologies totalisantes et de leurs dérives totalitaires, du communisme au mondialisme ultra-libéral de la pensée unique.

André Monjardet

Autobiographie de Jésus de Nazareth. Texte établi et commenté par André Monjardet. Éditions Berg International, 129 Bd Saint-Michel, 75005 Paris.

Pour l'anarchie

Éclos à la jouissance de notre condition, révélés à nous-mêmes et affermis en solitude, affranchis tout à la fois des idoles et de l'angoisse de leur disparition, nous sommes toujours capables de penser et de dire qui nous sommes, *anarchistes*!

Que notre décision soit du côté du faible, et toujours opposée à qui l'a rendu tel, que notre bras retienne qui veut mener le monde, peu compte que ce soit pour un bien ou un mal, car à nos yeux le monde n'est pas à gouverner. Le monde est à vivre. Vivre n'est pas vaincre. Vivre c'est aimer. Jamais l'anarchie ne vaincra. Que vive l'anarchie qui ne tient pas dans un livre, mais qui entre toute entière dans un seul être humain, car l'anarchie, c'est l'anarchiste, qui vomit la doctrine et combat le pouvoir.

L'anarchiste tente une réponse au *qui suis-je ?*, risque l'aventure de l'altérité. L'anarchiste n'adhère pas à un programme politique, mais à un mode de vie. En prenant le risque et le plaisir de l'ouverture de sa solitude existentielle à autrui, l'anarchiste est autre, absolument. Il propose non pas le meilleur des mondes, mais une pensée engagée, axée sur l'idée d'humanité, une pensée consciente de la responsabilité éthique de l'être humain en tant qu'acteur de la *vita activa*. Il vise une existence dont la pensée et l'action ne font qu'un. Il veut, par son action, manifester la vie humaine comme vie responsable, élevée au-dessus de l'agitation de la vie pour la vie.

Qui suis-je ? La pensée engagée qui se confronte à cette question, sort de l'indécision qui paralyse l'audace, inhibe l'engagement social. Pour lever l'inertie du scepticisme général, la pensée anarchiste propose une prestation à haut risque, à savoir placer l'être humain face à ses facultés les plus extrêmes qui sont la mort et la vie. Il en va de la vision de la condition humaine.

L'être humain est mortel et sa vie lui fut offerte. On ne sait comment, mais il y a eu don. Don d'existence. L'être humain est mortel en tant qu'il est né, c'est-à-dire en tant qu'il s'est ancré dans la conscience. Cette conscience le rend différent des choses. Contrairement à elles, il n'a pas été produit, il ne peut donc être déjeté. En ce sens, la naissance est garante de la dimension éthique de l'être humain, chaque naissance dit à la fois et diversité et unicité, et humanité.

L'être humain, qui n'a pas été produit, n'est pas davantage un outil de production. On ne peut réduire l'être humain à l'une de ses facultés. L'être humain, qui n'est ni une chose, ni un outil, déborde sa propre dimension physique. On ne peut donc ni le saisir, ni le détruire. Pourtant la femme et l'homme sont avec les déchets alentour des grandes villes, balancés aux catastrophes comme des bidons de rien, on les nie d'un seul mot, on les écrase d'une seule main. On ne nous apprend rien sur le meilleur des mondes.

Dans sa dimension sociale, l'anarchiste fait l'expérience de l'altérité en faisant celle de la faiblesse. Il touche aux coins de gale, fait sienne la vie friable de ceux que l'on néglige, à qui l'on fait violence. L'anarchiste qui ne méconnaît ni la finitude, ni la naissance, mais hostile à toute pensée subjective qui présuppose une maîtrise de la vérité, garde l'être humain au cœur de son esprit, et pose les plus faibles au milieu de sa vie.

Nous ne sommes pas des communistes, ni des individualistes. Ni camarades, ni citoyens. Nous sommes les anarchistes. Ne soumettons pas aux deux tyrans humains, d'abord à la doctrine qui est folie du monde, ensuite à la paresse qui est mort de l'intelligence, la souveraineté de notre décision. Que notre décision soit du côté du faible, et toujours opposée à qui l'a rendu tel, que notre bras retienne qui veut mener le monde, peu compte que ce soit pour un bien ou un mal, car à nos yeux le monde n'est pas à gouverner. Le monde est à aimer. Aimer n'est pas régir. Jamais l'anarchie ne règnera. *Vive l'anarchie!*

Philippe Rahmy (Suisse)

